

De la crise au bien commun

Comprendre le capitalisme, chercher l'alternative

Plan :

- Avant-propos
- I. Causes profondes des crises capitalistes
 - A. Quelques constats simples concernant le travail et la richesse
 - B. Mais si c'est si simple, pourquoi l'économie actuelle est-elle si compliquée et si catastrophique ?
- II. Quelques stratagèmes du capital pour repousser les crises.
- III. Histoire récente des crises
 - A. Première Crise Mondiale, New Deal et prospérité d'après-guerre
 - B. La crise des années 1970 et l'attaque sur le salaire
 - C. De nouveaux débouchés pour le capital suraccumulé
 - D. Fin de partie. Quel avenir (sous un régime capitaliste)?
- IV. Perspectives sur d'autres sociétés possibles et nécessaires : cinq principes
 - La coopération et l'équité plutôt que la concurrence et l'inégalité
 - Une direction des travaux rendue aux collectifs de travail eux-mêmes
 - Une production radicalement relocalisée et décentralisée
 - Le contrôle sur le crédit rendu aux collectivités
 - Une demande solvable qui pourrait diriger la production
 - Utopique ?
- V. Comment nos luttes partielles (même défensives ou perdantes) peuvent être liées à de telles perspectives.

Annexe A. - La production des pairs : de l'échange aux contributions

Annexe B. - Petit bêtisier à propos des notions de profit et intérêt sur l'argent

Avant-propos

Il ne suffit pas de critiquer le capitalisme pour donner une perspective aux luttes. Il faut s'extraire de l'idéologie et des « réalités » apparemment incontournables de l'économie capitaliste. C'est en la regardant de l'extérieur que nous pouvons à la fois mieux comprendre les contradictions – aux conséquences dramatiques - dans lesquelles il s'enfonce, et entrevoir comment fonctionnerait une économie libérée du capitalisme. Pour cela, il ne s'agit pas d'imaginer une utopie de toutes pièces, mais de mettre en avant les valeurs sociales de coopération et de solidarité déjà à l'œuvre dans la société actuelle, même si celles-ci sont perverties et instrumentalisées par le carcan des structures de l'économie capitaliste. Il ne faut pas se laisser fasciner par l'ennemi. Malgré l'omniprésence du capital, notre société n'est pas *que* capitaliste, car le capital étant essentiellement destructeur du lien social, aucune société purement capitaliste ne pourrait survivre. Il faut plutôt voir notre société comme infestée, parasitée, malade du virus capitaliste. Il s'agit, à partir d'une autre vision de la production et des échanges, de mieux comprendre quels aspects des rapports sociaux actuels sont pervertis, et lesquels sont à défendre et développer dans nos luttes. Pour nous sortir de ce cauchemar, il nous faut une boussole, une vision.

Dans ce texte nous avancerons trois thèses maîtresses :

1^{ère} thèse - La vraie richesse est le travail humain. A travers les siècles, ses capacités productives ont été démultipliées par l'accumulation du savoir humain et par une coopération sociale toujours plus poussée dans la production. Le travail est notre bien commun essentiel, c'est lui qui nous donne accès à tous les autres.

Comparés au potentiel immense du travail, les biens matériels (maisons, usines, etc.), résultats statiques du travail passé, ne pèsent pas lourds.¹ C'est ainsi, par exemple, que les industries japonaise et allemande, entièrement rasées par la guerre, ont pu se reconstruire et dépasser leurs concurrentes en quelques années.

¹ La tragédie est que les contradictions du système capitaliste l'amène de plus en plus à détruire ce potentiel, par le chômage, la famine, la déstructuration du tissu social productif, etc.

Quant aux « valeurs » financières et Boursières, qui se dégonflent et se regonflent sous nos yeux comme des baudruches, elles n'ont de la valeur qu'en rapport avec le travail humain. En effet, nous constatons que les Etats et les banques nationales peuvent fabriquer des milliards – si nécessaire à zéro pour cent d'intérêt, s'il s'agit de sauver les banques. Mais pourquoi les Etats sont-ils ainsi le « garant de dernier recours » ? Parce que leur crédit est sûr dans la mesure où ils peuvent s'approprier *une part du travail* de chacun à travers leur contrôle de la monnaie, de l'impôt et en fin de compte de la police ! Ainsi, un analyste de la Banque Barclay pouvait écrire que, pour les marchés, le vrai test du plan d'austérité grecque se ferait dans la rue (Tribune de Genève, 4 mai 2010).

2^{ème} thèse - Il y a une contradiction fondamentale dans le système capitaliste qui depuis ses débuts provoque nécessairement des crises. En effet, le fait de rémunérer le capital implique de ne pas distribuer aux travailleuses toute la part qui devrait normalement leur revenir. Il manque donc forcément à celles-ci de quoi consommer une partie de la production totale, la demande *solvable* est ainsi insuffisante. Et si toute la production ne trouve pas preneur, n'est pas consommée, une partie du capital n'aura pas été investie de manière rentable. Il y a alors *suraccumulation* de capital.

Le capitalisme a trouvé des issues temporaires à cette contradiction : par exemple, de stimuler la demande par l'endettement des Etats ou des individus (par ex., les fameux « subprimes »), ou d'investir du capital dans des spéculations en dehors de la production (immobilier, matières premières, hedge funds...). Mais *tous ces stratagèmes ne font finalement que repousser l'échéance*, et la suraccumulation débouche forcément, tôt ou tard, sur une phase de destruction des capitaux excédentaires. Cette crise sera d'autant plus longue et violente qu'elle a été repoussée et escamotée au moyen de ces faux-fuyants, dont la « relance » actuelle n'est que le dernier exemple. Nous n'avons encore rien vu !

C'est pourquoi cette crise est beaucoup plus qu'une « bulle spéculative » qui se serait mystérieusement développée en marge de l'économie dite « réelle », par manque de réglementation ou par la faute de traders aventuristes. Il s'agit au contraire, d'un développement inévitable, et d'une déformation-intoxication de l'économie dans son ensemble. C'est le système qui est en cause. Preuve en est, le fait que les trillions de dollars des contribuables déjà engloutis dans le trou noir sont incapables d'enrayer la crise.

Nous pourrions pourtant profiter de cette irruption de la politique dans l'économie pour imposer une autre logique économique plus juste et plus efficace : une organisation de la production et de la circulation des biens qui mettrait le travail en œuvre directement, sans passer par le capital et le crédit actuels. Les capacités de produire immenses dont nous disposons aujourd'hui pourraient alors être utilisées pour répondre aux désastres sociaux, climatiques, énergétiques et alimentaires, au lieu de les aggraver, comme c'est toujours plus le cas aujourd'hui. Malheureusement, nous constatons que si les Etats interviennent, c'est sous le contrôle absolu de la finance, et pour garantir les intérêts de celle-ci, quelles que soit les conséquences pour la société et la biosphère.

3^{ème} thèse - Il est à présent impossible de « réguler » le système capitaliste, sauf peut-être en le rendant encore plus antisocial. Les « réformes » et relances mises en place montreront bientôt leurs limites et leur coût humain énorme. Il faut d'urgence prendre conscience que la manière dont les Etats sont en train d'utiliser leur pouvoir pour « relancer l'économie » (en réalité, pour garantir les profits du capital financier) signifiera pour nous une intensification de l'exploitation à une échelle sans précédent. Et cela ne fera que relancer la même machine à crises, la même fabrique d'inégalités et de destructions !

Parce qu'ils se sont endettés pour sauver la finance, les Etats sont sommés de sabrer dans les dépenses sociales, car cette même finance n'hésite pas à attaquer ceux qu'elle estime fragilisés! Après la Grèce, la finance annonce déjà que les Etats-Unis et le reste de l'Europe vont y passer, quitte à devoir réprimer des troubles sociaux.²

Les Etats servent ainsi à nous faire payer les pots cassés de la crise, mais sans pour autant nous en sortir, car passer plus loin la facture ne sert à rien. Les analystes capitalistes sérieux le reconnaissent, peu importe qui les assume, ces immenses dettes plombent l'économie. Même dans la logique actuelle, il faudrait les détruire pour faire repartir la machine, mais les capitalistes-créditeurs n'ont aucun intérêt à faire cela! Lors de la dernière grande crise, cela n'a pu se faire qu'à travers l'explosion d'une guerre mondiale...

Les mesures d'austérité programmées par tous les Etats européens marquent un virage historique du capitalisme... vers le mur ! Il est évident que ceux-ci, en sabrant la demande solvable, ne peuvent que démultiplier la crise, mais le pouvoir ne peut même pas regarder si loin ! L'urgence est d'honorer ces dettes odieuses au jour le jour. Pour cela, on passe du néo-libéralisme à l'ultralibéralisme, et ce qui reste du modèle

² Voir p. 18.

européen de capitalisme « social » doit passer à la trappe.

Entre-temps, la croissance forcée, cancéreuse, du capital aux dépens des autres formes de vie sociale et aux dépens de la nature rencontre les limites de la planète.

Il est donc urgent de penser comment en finir avec le capitalisme – c'est à dire avec la rémunération du capital, l'exploitation du travail et les crises qui en découlent - sans retourner aux formules socialistes qui ont failli, ni forcément renoncer à utiliser les aspects utiles du marché dans un autre cadre économique. La critique du système actuel doit surtout nous libérer l'esprit pour cette réflexion collective toujours plus urgente.

Nous pensons que pour changer le cours des choses, il est d'une importance primordiale de faire une « révolution Copernicienne », nous libérer de l'idéologie capitaliste qui obscurcit notre vue, pour pouvoir bien comprendre le travail et le remettre en première place. Il faut que chacunE puisse vraiment comprendre et sentir que nous ne devons rien au capital, qu'il ne nous est utile en rien – bien au contraire ! Que le capital ne fournisse ni travail, ni productivité, ni richesse, ni crédit, mais au contraire bride et raréfie ceux-ci. Que le capitalisme est un parasite, un mécanisme aveugle, qui en s'appropriant le commandement et les fruits du travail, rend notre société de plus en plus asociale, violente et en fin de compte suicidaire. Voilà quelques unes des idées que nous essayerons d'avancer dans ce petit texte.

I. Causes profondes des crises capitalistes

A. Quelques constats simples concernant le travail et la richesse:

1. **La vraie richesse c'est le travail humain.** C'est par lui que les humains ont accès aux ressources de la nature. Les accumulations de marchandises ou de machines ne sont que des produits de ce travail, des résultats statiques, du travail accumulé. Quant au crédit et au capital – que ce soit sous forme de bouts de papier ou de chiffres dans un ordinateur - ils ne valent évidemment rien en eux-mêmes. Ce sont des conventions sociales, qui - en établissant certains rapports entre les personnes - servent à anticiper ou commander du travail³.

2. **La richesse est tout particulièrement dans le savoir faire mise en œuvre dans le travail, qui s'est accumulé progressivement** depuis l'âge de la pierre. Depuis deux siècles, cette accumulation est devenue vertigineuse. Les « richesses » matérielles accumulées n'ont aucun poids comparées à la capacité quasiment illimitée du travail socialisé de produire de la richesse.

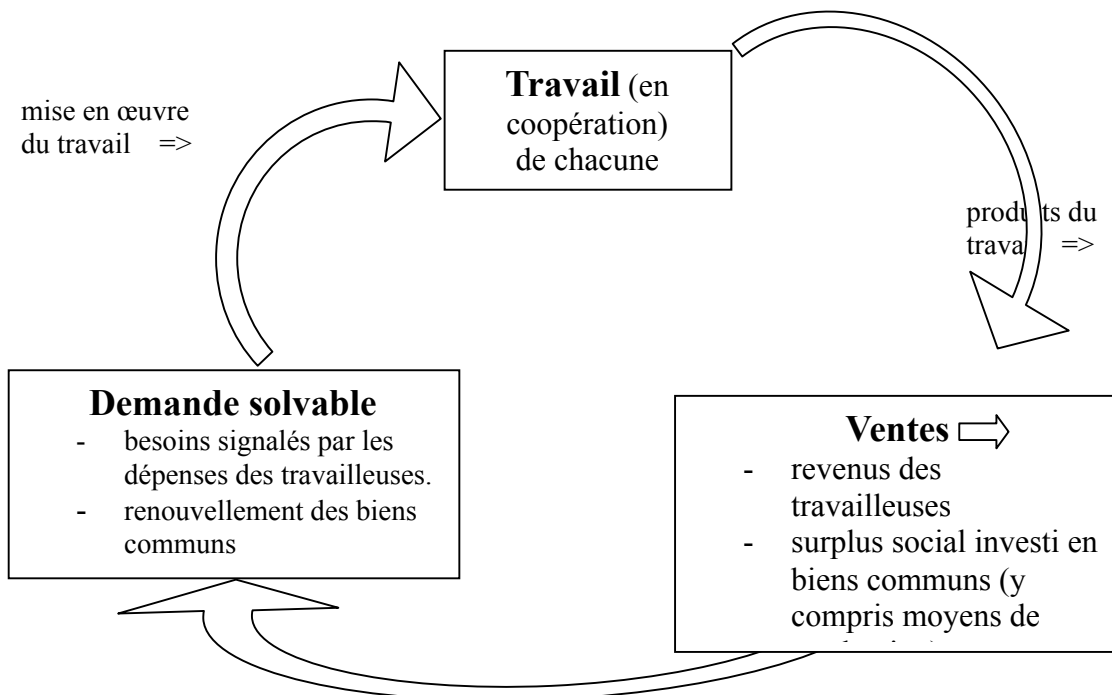
3. **Ce savoir faire est donc un héritage de toute l'humanité, et le travail est un bien commun auquel toutes et tous devraient avoir également accès.** Cela implique un triple droit, qui devrait être garanti pour tous et toutes: le droit au savoir social; le droit de se réaliser et d'être reconnu par sa participation à l'œuvre commune; et le droit, pour ses propres besoins, à une part de cette richesse collectivement produite.

4. **Les progrès et la différenciation du travail ont nécessité toujours plus de coopération sociale.** En effet, étant donnée la variété de la production et des savoirs faire nécessaires, tant la coopération à l'intérieur de chaque collectif de travail, que la division du travail entre collectifs sont incontournables. *De fait, pour subvenir à ses besoins, chacunE travaille forcément pour les autres.* Les paysans ou les artisans eux-mêmes ne consomment qu'une partie de leur production. La plupart des travailleuses salariés participant ainsi à la coopération sociale ne consomment même qu'exceptionnellement le produit de leur propre travail.

Cependant, sous le régime capitaliste, cette coopération est sans cesse dénaturée et cassée. En effet, pour pouvoir exploiter le travail, *le capital doit toujours se saisir du contrôle et de l'organisation du travail*, s'appropriant le savoir ouvrier, imposant de lourdes hiérarchies aux collectifs, développant une idéologie de la compétition pour faire disparaître la coopération, allant si nécessaire jusque à rendre stupide et inefficace le travail pour être sûr de le contrôler.

5. **Mais comment – sans cette usurpation - fonctionnerait normalement cette coopération sociale ?** Comment les besoins seraient-ils signalés et comment se répartirait le produit du travail ? Ce sont des questions décisives. Le schéma fondamental serait normalement très simple, même dans une société complexe :

³ Sur le crédit, le capital et l'argent, voir ci-dessous, p.21.



Ainsi, la vente des produits du travail génère des revenus individuels pour les travailleuses et un surplus social investi dans des biens communs (santé, éducation, etc., ainsi que les moyens de production gérés par la collectivité). Chacune signale ses besoins en dépensant son revenu. Ces achats, ensemble avec les dépenses collectives, à la fois orientent les choix du prochain cycle de production et financent celui-ci, tant la mise en œuvre du travail que les éléments matériels de la production future.

B. Mais si c'est si simple, pourquoi l'économie est-elle si compliquée et si catastrophique ?

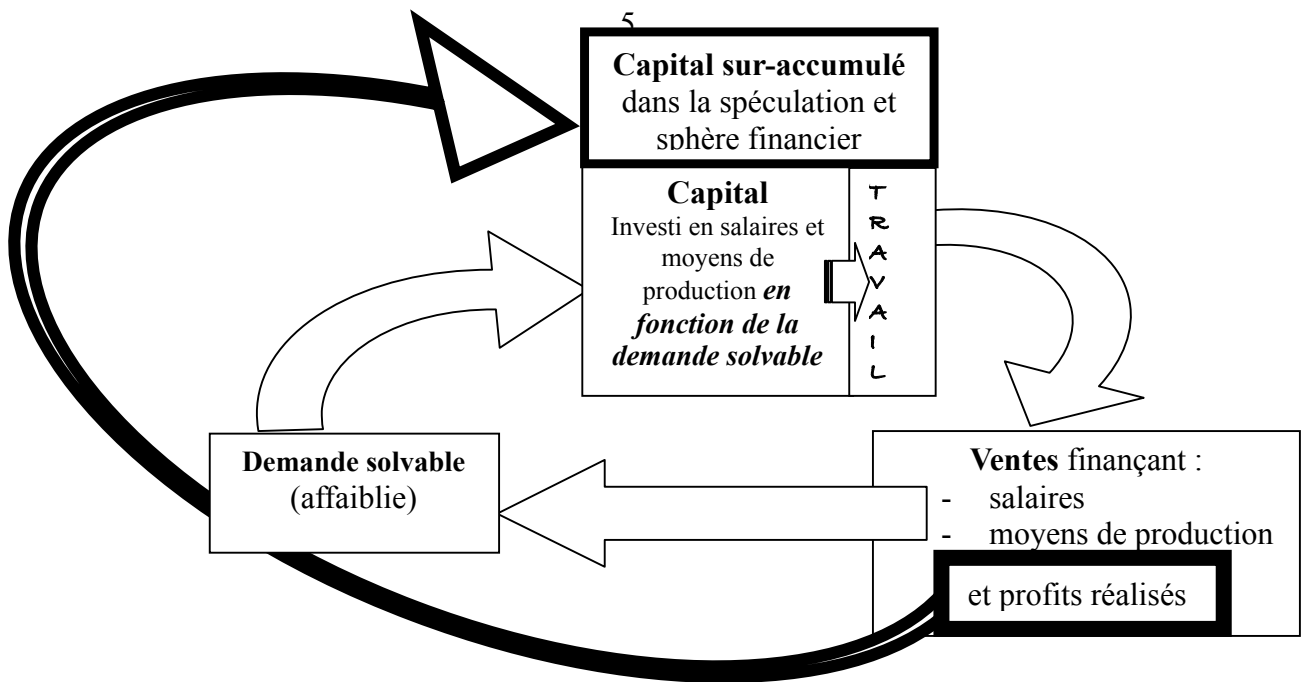
C'est que (sous régime capitaliste) le cercle réel est plus complexe. En réalité, le capitalisme en fait un *cercle vicieux* :

Le travail n'est plus le départ du cycle. En s'appropriant le crédit et les moyens de production, le capital confisque le droit au travail. La force de travail est obligée de se vendre au capital, qui le met en œuvre qu'en fonction du profit qu'il pense pouvoir en tirer.

Le travail une fois effectué, une part du produit du travail n'est ni distribuée aux travailleuses, ni n'entre en tant que bien commun dans la panoplie des instruments de production. C'est le bien-nommé « profit » (la part des profiteurs !), qui est systématiquement détourné pour « rétribuer » le capital, cela en fonction de l'idée cocasse que le capital – une accumulation inerte résultant de travaux anciens - puisse lui-même « travailler » (« Votre argent travaille pour vous à la Banque Banco ! »)⁴. Cette part ne peut donc pas signaler normalement les besoins et ne préfinance pas forcément un nouveau cycle de travail, affaiblissant ainsi la demande solvable. Cette demande affaiblie ne permet pas aux capitalistes de réinvestir avec profit tout le capital qu'ils ont accumulé. La part en trop, sur-accumulée, tendra à quitter le cycle de la production pour aller alimenter la spéculation immobilière, financière ou autre.

Le schéma de la circulation prend ainsi cette forme:

⁴ Voir Annexe B pour un Bétisier des justifications idéologiques du profit et du rendement sur l'argent.



Il se pose en effet un problème. *Ceux qui contrôlent le capital n'ont pas de besoins réels qui les obligent à remettre leur part en mouvement.* Les capitalistes ne daignent financer des nouveaux travaux que s'ils entrevoient une occasion de vendre la production (n'importe laquelle, utile ou mortifère, ça leur est égal) à un prix permettant de détourner à nouveau tant de % de profit. Alors que se passe-t-il ?

1) Dans un premier temps, les profits engrangés par le capitaliste industriel peuvent lui servir profitablement à agrandir son entreprise. Il embauche, tout va bien. Jusque à ce que lui (et ses concurrents) aient répondu à la demande solvable existante.

2) Il peut alors investir dans des machines qui économisent de la main-d'œuvre et lui donnent un avantage sur ses concurrents. Mais quand ses concurrents ont fait de même, le problème se repose. Et économiser de la main-d'œuvre réduit évidemment d'autant la demande solvable globale!

3) La demande ne justifiant plus de nouveaux investissements dans cette branche, le capitaliste dégagera donc du capital qui ira chercher une production profitable ailleurs. Mais il ne trouvera pas forcément, car les capitalistes dans les autres secteurs sont souvent dans la même situation ! Ce capital sur-accumulé qui ne trouve pas à s'investir dans une production se tournera typiquement vers la spéculation (immobilier, bourse, matières premières, etc.), et – puisqu'il n'est plus redistribué sous forme de salaires – il affaiblit d'autant plus la demande.

A chaque cycle le détournement se répète. De plus le capital investi dans la spéculation cherche aussi son profit (par exemple en augmentant les loyers des travailleurs, ce qui par ailleurs affaiblit encore leur demande solvable). Ainsi, avec le temps, *cette masse d'argent détournée devient énorme* par rapport à celle qui continue à circuler normalement.

Selon une estimation citée par Lionel Jospin, les sommes investies aujourd'hui dans les sphères financières et spéculatives sont 50 fois plus importantes que celles investies dans l'économie réelle!

Une partie des valeurs résultant de la production sociale est donc détournée des salaires et des revenus de la société pour alimenter en profit la sorte d'abcès qu'est le capital (la voilà, la vraie « bulle » !). *Et cette part détournée manque nécessairement à la demande solvable de biens utiles et nécessaires.* Il s'en suit aussi un manque structurel de *demande* de travail. « Un manque de travail » dit-on communément, sans réfléchir, mais cela est absurde, puisque chacunE porte le travail en lui/elle. ChacunE est capable de travailler! Et les besoins réels (non-solvables) sont loin de manquer !

De plus, les capitalistes profitent ensuite du chômage que leurs ponctions sur la demande solvable ont provoqué pour baisser les salaires. Ce qui affaiblit encore davantage la demande solvable !

Par ailleurs, puisque le capital grossit constamment, l'économie doit aussi croître pour permettre à tout le capital de s'investir de manière rentable – au point que pour le système prospérité et « croissance » sont devenus synonymes. C'est là le ressort de la *croissance forcée* qui pousse à l'épuisement des ressources

naturelles, qui exige toujours plus du travail humain. Mais ce même système affaiblit systématiquement la demande qui pourrait financer les besoins réels !

Le système capitaliste cumule ainsi les cercles vicieux. Pas étonnant qu'il est régulièrement en crise.

Ainsi on comprend comment, *en monopolisant et restreignant le financement de la production - et donc aussi l'offre de travail - le capital crée à la fois la rareté du « travail » (en réalité de l'emploi capitaliste) et la rareté des biens (puisqu'il les produit qu'en fonction de la demande solvable)*. Tout cela en se posant comme « donnant » du travail⁵ et créant de la richesse, le bienfaiteur de l'humanité ! Bien joué !

Cela sans même parler des crises de suraccumulation elles-mêmes et des destructions massives de valeur qu'elles impliquent. Début novembre 2008, on annonçait la destruction de \$25 MILLE MILLIARDS de valeur sur l'ensemble des bourses mondiales. Ils ont été accumulés par l'exploitation de millions de travailleurs-es, mais ce sacrifice a été en pure perte, puisque - investis dans du vent - ils ont disparu⁶. Pourtant, cette masse de crédit aurait largement suffi pour financer la solution des grandes crises mondiales de nos sociétés (faim, climat, énergie...)

En résumé :

A terme, le principe même du système – le rendement sur le capital – doit donc forcément aboutir à un déséquilibre : d'une part, trop de capital à investir accumulé, d'autre part pas assez d'argent pour signaler les besoins et pour créer des occasions « profitables » d'investissement. C'est ce qui mène aux *crises de suraccumulation*, malgré toutes les échappatoires (endettements et spéculations diverses) mises en œuvre.

Au bout du compte, l'économie ne peut redémarrer qu'après une destruction massive de capitaux (virtuellement dans les ordinateurs de la Bourse et bien concrètement en termes d'usines abandonnées ou de guerres) - qui permet à ceux qui restent d'être à nouveau « rentables ». Plus les crises sont repoussées, plus salée la note. On verra par la suite que celle-ci a été repoussée depuis des décennies. Elle devrait donc battre tous les records.

On peut donc déjà relever l'absurdité des remèdes proposés à la crise ! Le système s'effondre parce qu'il y a *trop de capitaux accumulés et pas assez de demande*. Il est donc évident que si on voulait vraiment remettre rapidement l'économie en marche, les Etats auraient dû mettre nos milliards *du côté de la demande*, par exemple en garantissant les hypothèques des millions d'américains qui perdent leurs maisons, en finançant des économies d'énergie dans le bâtiment, des énergies renouvelables, des transports en commun ou des programmes sociaux. Ceci aurait relancé directement la demande, la production et l'emploi. Au lieu de cela, ils ont renfloué les banques, *les prêteurs* qui avaient justement accumulé tellement trop de capitaux qu'elles ont dû les placer n'importe comment ! Ils ont gonflé la baudruche spéculative!

Résultat, certaines banques ont retrouvé les chiffres noirs et ont racheté leurs concurrents malheureux. Nos milliards se retrouvent sur la Bourse et font mécaniquement remonter celle-ci (justifiant au passage un nouveau round de primes pour les PDG !) Mais la Bourse ne peut pas relancer l'économie réelle, au contraire, c'est celle-ci qui est saignée pour payer les dividendes des actionnaires de la Bourse !⁷ Pendant ce temps, la crise de l'économie réelle continue.

Absurde ? En fait, pas du tout, car les « experts » qui dirigent les Etats sont tous... des banquiers, et

⁵ En effet, l'idéologie capitaliste véhiculée par ses théories économiques veut que le capitaliste « crée » du travail. Evidemment, il ne crée rien du tout ! C'est chaque travailleur qui crée du travail - en travaillant ! Le capitaliste ne fait que confisquer à son seul profit (par le mécanisme de détournement qu'on vient de voir) le droit de mettre du travail en œuvre. En réalité, ce n'est pas le capital qui « fournit du travail », mais le travail qui crée le capital – pour ensuite en être l'esclave ! Le capitaliste n'avance même pas (une partie de) la valeur de ce travail, puis qu'il paye en fin de mois !

⁶ Comment un vrai travail peut-il finir en vent ? L'exploitation d'un travailleur lui soutire une part de son salaire, contrepartie d'un travail réel. Cette part aurait normalement été dépensée pour satisfaire un besoin, et donc aurait financé un autre travail bien réel et utile. Mais au lieu de cela, cet argent soutiré sera peut-être investi dans un « marché » des capitaux (Bourse, immobilier, etc.), dont les « valeurs » n'ont pas de rapport stable avec un travail (= richesse) réel. Un immeuble en ville, par exemple, peut en arriver à « valoir » dix fois ce qu'il a coûté réellement en travail pour construire. Et peut reperdre toute cette « valeur » si la « demande » des spéculateurs se dégonfle. Ainsi cette valeur, ce pouvoir d'achat volé au salarié, aura disparu sans laisser de trace. Résultat complémentaire : quelque part un autre travailleur est au chômage, car il manque la demande solvable faisant appel à son travail qu'aurait créé les dépenses du premier travailleur.

⁷ En effet, si à l'origine la vente d'actions par une entreprise sert à financer les opérations de celle-ci, elle est ensuite obligée de payer indéfiniment des dividendes sur celles-ci. En fin de compte, l'argent payé en dividendes est aussi important - sinon plus - que l'apport de capitaux initial. C'est ainsi que le marché des actions a coûté 600 milliards d'euros aux entreprises américaines en 2005 ! (Cf. « Faut-il fermer les Bourses ? », Frédéric Lordon, le Monde Diplomatique, fév. 2010.)

leur but est de *sauver leurs profits* et de profiter de la crise pour agrandir leur pouvoir. Car il y a aussi toujours de (très) gros gagnants d'une crise : les capitalistes qui réussissent à survivre et à cannibaliser leurs confrères moins malins, tout en mâtant les classes travailleuses avec l'arme du chômage.⁸ *Le pouvoir politique est aujourd'hui clairement dans les mains des capitalistes financiers*. Il est significatif, par exemple, que le gouvernement US (avec comme secrétaire au trésor, Paulson, de la Banque Goldman Sachs) ait rechigné à sauver son industrie automobile, alors qu'il a immédiatement aligné des sommes plusieurs fois supérieures pour sauver une seule banque.⁹ Cette domination absolue du capital financier, conséquence logique des immenses sommes d'argent accumulées dans la sphère spéculative, est *à la fois la maladie qui rend encore plus asocial le capitalisme décadent, et le fait qui bloque toute réforme conséquente* du système.

II. Quelques stratagèmes du capital pour repousser les crises.

Depuis ses débuts le capitalisme bute régulièrement sur cette contradiction fondamentale, ce cercle vicieux de la (sur)accumulation capitaliste. Sous la pression de cette contradiction, il a été contraint à développer un certain nombre de palliatifs temporaires ou « trucs », bien que ceux-ci permettent seulement de repousser les échéances.

Truc 1 - La spéculation. Dans la mesure où le manque de demande solvable restreint les possibilités d'investissements productifs, les investisseurs (y compris des fonds de pension respectables) se tournent forcément vers la spéculation pour pouvoir placer quelque part leur capital. Il s'agit alors simplement d'acheter un bien (des immeubles, des actions en Bourse, de l'or, du blé, du pétrole, etc.) en spéculant sur le fait que son prix va augmenter par la suite¹⁰.

Evidemment, de telles spéculations ne peuvent produire absolument aucune richesse en elles-mêmes. Les profits réalisés sur ce genre de placement doivent donc être soutirés d'une manière ou d'une autre des productions réelles de richesses. Par exemple, dans l'immobilier cela passe par une augmentation des loyers des travailleurs ; pour une action en Bourse par un prélèvement sur les bénéfices de l'entreprise, qui aurait normalement du revenir aux producteurs. En voit ainsi, que si d'une part ce « truc » permet de placer de grosses sommes de capital suraccumulé, d'autre part il aggrave le problème de suraccumulation à long terme en réduisant encore la demande solvable.

De plus, la spéculation tend à déstabiliser gravement l'économie. En effet, il y a régulièrement beaucoup trop d'argent cherchant à se caser dans l'immobilier – ou dans les matières premières, sur la bourse, etc. En ce cas, le prix sur le marché de ces marchandises, leur « valeur » apparente, augmente de manière artificielle, puisque la demande excède l'offre. Et puisque ça augmente ainsi, d'autres investisseurs en quête de profits se disent que c'est une bonne affaire, achètent aussi et font encore monter les prix... ! (Elle peut être aussi bête que ça, la fameuse « main invisible du marché » !) Jusqu'au jour où on commence à prendre peur de ce jeu de l'avion et que tout le monde veut au contraire vendre¹¹. Ces cycles grotesques sont aussi vieux que le capitalisme. Ce serait drôle s'il n'y avait que les banquiers qui se cassaient la gueule, mais c'est évidemment de nouveau l'Etat (c'est à dire nous) qui est appelé à payer la casse – pour la Banque Cantonale Genevoise¹² hier, pour les « sub-primes » aujourd'hui.

Truc 2 – Le Recours à l'Etat. Historiquement, les capitalistes de tous les pays se sont toujours

⁸ En 2009, année de crise profonde, le nombre de millionnaires a progressé de 14%. Représentant 0,2% de la population mondiale, ils concentrent désormais 38% des richesses (en Suisse, 44%) ! (*Le Courrier*, 12 juin 2010).

⁹ Les financiers au pouvoir : Pour ne prendre que la Banque Goldman Sachs, un des grands gagnants de la crise, ses dirigeants vont et viennent (les fameuses « portes tournantes ») entre cette banque et la Maison Blanche (Paulson sous Bush, Summers sous Obama...), mais aussi vers la Banque Centrale Européenne (son économiste en chef, Issing, ou Mario Draghi, candidat à la présidence et actuel président de la Banque centrale d'Italie.). On comprend ainsi mieux comment cette banque a pu faire un joli profit (300 millions) en « cachant » la dette de la Grèce (avec la complicité de la Banque Centrale Européenne), quitte à ensuite organiser la spéculation contre la dette de cet Etat, dont il connaissait si bien la fragilité ! (cf. Libération du 20/2/10) Vous avez dit délit d'initié ? Ou manipulations sans limites ? Les banques, renflouées par l'endettement des Etats européens et leurs banques centrales, peuvent se permettre de se retourner contre eux et spéculer contre l'euro - sans qu'un politicien ne pipe mot ! Quelle meilleure démonstration de leur pouvoir et de leur impunité totale ?

¹⁰ D'un certain point de vue, on peut dire que tout investissement capitaliste - y compris dans la sphère productive - est une spéculation, car il s'agit toujours de s'approprier des richesses qui n'existent pas encore, de *spéculer* sur l'avenir. Dans la sphère productive, le capital achète la force de travail, en escomptant que la production de celle-ci lui permettra de réaliser un profit.

¹¹ C'est ainsi que la Bourse Etats-unienne a perdu 23% de sa valeur en quelques minutes, le « Lundi noir » d'octobre 1987. Le dégonflement de la bulle des nouvelles technologies a réduit leur valeur en Bourse de plus de 80% entre 2000 et 2003. (*New Internationalist*, Mars 2010).

¹² Les spéculations des clients de la BCG ont coûté CHF 2,3 milliards aux contribuables, CHF 11,000 par ménage, à l'échelle du canton une ardoise aussi importante que la crise des subprimes.

appuyés sur l'Etat pour créer ou garantir des occasions d'investissement profitables : empires coloniaux ou néocoloniaux, dépenses militaires astronomiques, équipements d'infrastructure, subventions tous azimuts, garanties d'Etat, privatisations-cadeaux, nationalisations des pertes, et parfois même des programmes sociaux ou des travaux d'une certaine utilité publique! Ainsi, l'intervention de l'Etat, financée par l'impôt ou par la dette publique, peut suppléer à une demande défaillante pour garantir les profits. Les politiques « keynésiennes » anticycliques, par lesquelles l'Etat augmentait ses dépenses pour garantir la demande solvable en période de récession économique, ont notamment stabilisé les économies capitalistes pendant la période de prospérité de l'après-guerre.

Truc 3 – Le gaspillage planifié. On cherche aussi à stimuler la demande en produisant des choses inutiles et aussi périssables que possible. Le « *planned obsolescence* », c'est à dire la limitation intentionnelle de la durée des produits, existe depuis les années '40. On engloutit aussi des sommes énormes en publicité pour créer des besoins, faire acheter. (Le budget publicité des fabricants de médicaments est aussi grand que leur budget recherche !)

Truc 4 –Le marché de luxe. L'investissement sera naturellement de plus en plus détourné vers la production de luxe, car la demande des riches – qui touchent des dividendes sur le capital accumulé – est, elle, de plus en plus solvable ! Cela grâce au développement obscène des inégalités auquel on assiste dans le monde entier depuis 30 ans.

Truc 5 – L'endettement populaire. Face à la suraccumulation progressive, depuis quelques décennies on a dû avoir recours à un nouveau truc. On cherche à stimuler la demande solvable en prêtant au bon peuple une partie de l'argent qu'on lui a extorqué, afin qu'il puisse consommer plus, ou acheter une maison (par ex. avec les cartes de crédit ou les fameux « sub-primes »). Depuis quelques années, l'endettement des ménages atteint ainsi des sommets. Evidemment à terme cela ne résout rien, bien au contraire, puisqu'ils devraient rendre avec intérêt – gonflant encore plus l'abcès, la bulle capitaliste ! – mais c'est encore un truc qui retarde l'échéance de la crise.

Trucs 6 a. ou 6 b. Enfin, il y a *deux stratégies diamétralement opposées qui ont été utilisées par rapport aux salaires des travailleuses*, car pour les capitalistes ils sont à la fois un coût (trop élevé) et une partie de la demande (trop basse) pour leurs produits :

6 a. - Stimuler la demande. Pour sortir de la crise des années '30, le « New Deal » donnait la priorité à l'intérêt général des capitalistes et de l'économie, qui était de renforcer la demande solvable en partageant les gains de productivité avec les travailleuses, à travers des programmes sociaux et des accords salariaux. On a appelé cela le « Fordisme », après Henry Ford, qui avait augmenté massivement les salaires de ses ouvriers afin, que ceux-ci puissent lui acheter des voitures. Pendant l'après-guerre, ces politiques « keynésiennes » ont pu ralentir le processus de suraccumulation et ont permis une période unique de stabilité et prospérité (« les 30 glorieuses »).

- **6 b. Réduire les coûts.** Mais, même si le problème commun pour tous les capitalistes est un manque de demande solvable, chaque capitaliste *individuel* a intérêt à réduire ses coûts, notamment salariaux. Quand, comme on le verra plus tard, des revendications ouvrières trop fortes ont contribué à mettre le système Keynésien en crise, le pouvoir a opté progressivement pour le Néolibéralisme. C'est ainsi que depuis trente-cinq ans, on a profité des délocalisations, du chômage et des innovations techniques pour casser les syndicats et augmenter le taux d'exploitation, c'est à dire réduire drastiquement la part des salaires¹³. Les entreprises (notamment transnationales) les plus puissantes ont pu ainsi réaliser des profits très élevés, bien que cette politique évidemment *empire* le problème de la demande pour les capitalistes en général. Et tôt ou tard, cette aggravation de l'exploitation rencontre de nouveau la limite de la résistance des travailleurs. On verra plus loin que le déclenchement de la crise actuelle est notamment lié aux succès des luttes ouvrières en Chine.

On verra aussi qu'avec la crise de l'euro de mi-2010, le pouvoir capitaliste semble avoir épuisé ses marges de manœuvre, la contradiction entre les trucs 6a et 6b devenant extrême. En effet, les programmes d'austérité censés réduire les dettes publiques en attaquant les salaires et autres revenus, font autant peur aux marchés financiers que les dettes elles-mêmes, car en réduisant drastiquement la demande solvable, ils ne peuvent qu'aggraver la crise.

De toute façon, aucun de ces « trucs » n'est de nature à repousser indéfiniment la crise. Car malgré – ou plutôt grâce à – tous ces expédients, l'abcès des capitaux à investir continue de grossir implacablement, face à une demande constamment affaiblie. En effet, sous peine de perdre leur valeur et *où qu'il soient investis (dans la production, mais aussi dans les sphères spéculatives – immobilier, bourse, etc.)*, tous ces

¹³ Celle-ci a été pratiquement réduite de moitié aux Etats-Unis depuis 1970. Voir ci-dessous, p. 15.

capitaux doivent soutirer directement ou indirectement leur dû au travail – à la richesse réelle - et donc réduire d'autant la masse des salaires, et réduire ainsi la demande solvable. Tôt ou tard le système bute donc sur la limite de l'exploitation que les prolétaires sont capables ou prêts à subir, et/ou sur la surproduction. Et quand – faute de demande solvable - des usines commencent à licencier, cette demande se met à baisser d'autant plus vite. C'est le plongeon dans la crise que le monde vit aujourd'hui, avec des millions de voitures neuves que les chômeurs ne peuvent pas acheter, les villages de tentes à côté des maisons vides...

III. Histoire récente des crises

Ayant identifié la contradiction principale qui mène aux crises, et les «trucs » qui peuvent les retarder, examinons comment cela s'est passé plus concrètement, et notamment comment les résistances populaires de toutes sortes ont mis des limites au système, contribuant ainsi à précipiter les crises.

La nature contradictoire du système capitaliste n'est pas nouvelle. Marx l'avait déjà bien vue au 19^e siècle. A l'époque, des crises cycliques violentes intervenaient en moyenne tous les dix ans. Mais, à cette époque, le capitalisme impérialiste co-habitait avec des économies précapitalistes, qui pouvaient absorber ses contradictions (cf. truc 2), notamment en achetant la production ne trouvant pas preneur sur le marché interne. En effet, le colonialisme classique, comme le néocolonialisme du « libre » échange organisé par l'OMC aujourd'hui, servait en particulier à soutenir la demande solvable en s'appropriant de nouveaux marchés à l'étranger.

Résistances. Parallèlement, peu à peu, les résistances populaires des mouvements ouvrier, syndical, coopérativiste et mutualiste, ainsi que les mouvements politiques réformistes ou révolutionnaires se sont développés. Plutôt que comme simple réaction ou aménagement des pires aspects de la condition ouvrière, on peut les voir comme *des formes d'organisation sociale plus adéquates à l'évolution réelle du travail et de la société, qui faisaient surface malgré la dictature de l'argent.* En effet, les anciennes formes de solidarité et de sécurité (familiales, communautaires) disparaissaient avec l'ancienne organisation du travail. A l'extension de la division du travail industrielle (c'est à dire de la coopération objective dans le travail) devait correspondre de nouvelles formes de solidarité sociale – malgré la résistance acharnée des capitalistes pour lesquels celle-ci ne constituait qu'un coût. Paradoxalement, ces avancées du travail, de la société, en imposant au capital de répondre à certains besoins populaires (et en soutenant ainsi la demande solvable), ont aussi provoqué des adaptations et des variantes du capitalisme, qui lui ont permis de se survivre: social-démocratie, capitalisme d'Etat en URSS et fascisme.

A. Première Crise Mondiale, New Deal et prospérité d'après-guerre

Le New Deal ou Keynésianisme (et surtout les destructions de la deuxième guerre mondiale !) ont permis de résorber la première crise de suraccumulation à dimension mondiale, celle des années trente. Plusieurs sortes de freins ou de compensations des mécanismes de base de l'économie capitaliste ont été alors mis en place, qui ont permis une période unique de trente ans (les « Trente Glorieuses ») sans crise majeure. Il s'agit surtout de variations sur le Truc 2, l'intervention de l'Etat:

- La résistance des syndicats a été intégrée par le partage des augmentations de la productivité (et, il faut bien l'admettre, des fruits de la surexploitation du travail du Sud!) avec les travailleurs du Nord. Cela a fait que leur demande de biens de consommation pouvait mieux suivre les capacités de production ;

- L'Etat a mené une politique budgétaire « anticyclique »: quand une baisse de la demande solvable faisait craindre une crise, l'Etat s'endettait pour relancer la demande en lançant des grands travaux, etc. ;

- Dans le Nord, le mouvement de mutualisation (mutuelles populaires de santé, de retraites, chômage, etc.) a été absorbé et développé par l'Etat, qui a ainsi créé une sphère économique échappant partiellement à la logique de l'accumulation - et donc de la suraccumulation. De même, l'acier, l'énergie et d'autres industries importantes ont été nationalisées, ce qui a aussi permis une certaine planification de la production.

Quoiqu'en disent les propagandistes du capital, ces entreprises et services publics ne fonctionnaient pas forcément moins bien que les entreprises capitalistes¹⁴. Si une hiérarchie et un

¹⁴ Des constructeurs d'automobiles étatisés comme Renault ou Jaguar, par exemple, étaient des affaires fort rentables.

centralisme excessifs ont pu produire des bureaucraties inefficaces, dans d'autres cas l'esprit du « service public » a fait naître des activités à haut rendement social, malgré (ou plutôt à cause de) l'absence de la contrainte au profit. Aujourd'hui, les gabegies provoquées depuis par la privatisation, ou par l'alignement sur la logique du marché, dans les chemins de fer, la santé, les services des eaux, etc., le font ressortir de façon dramatique. Nous résumons là en quatre phrases des milliers de luttes, qui continuent aujourd'hui, par lequel le travail socialisé cherche toujours sa voie, entre deux écueils : le Scylla du capital sauvage et le Charybde du capitalisme d'Etat.

Pendant toute une période, cette politique a été acceptée par le capital pour plusieurs raisons : Il s'agissait d'abord de pacifier une classe ouvrière militante qui sortait renforcée de la guerre et lorgnait vers l'Est. Or la productivité du travail augmentait suffisamment rapidement pour permettre un partage de ses fruits avec les syndicats. Par ailleurs, pendant la reconstruction, le capital disposait de suffisamment d'autres champs d'investissement pour pouvoir laisser le développement des infrastructures de santé, d'éducation, de communication, de transport, d'acier ou de charbon, etc., à la sphère publique. Cela pouvait même être dans l'intérêt des entreprises capitalistes, car elles disposaient ainsi de ces infrastructures moins chères, dans la mesure où elles étaient produites sans payer une dîme au capital.

A cette époque, les prix Nobel d'Economie proclamaient que le problème des crises était enfin résolu !

Résistances : Mais la suraccumulation est revenue malgré tous ces aménagements. D'une part, parce que les « trucs » mis en place ne pouvaient que retarder l'échéance : même si les salarié-es touchaient une part plus grande de la valeur de leur travail, l'autre partie continuait à s'accumuler. D'autre part, les profits ont été attaqués par les résistances ouvrières qui se sont développées dans les métropoles à la fin des années 1960. Les jeunes ouvriers rejoignant les usines posaient particulièrement problème, car ils refusaient en partie les règles du jeu. Ils voulaient plus d'argent, mais sans accélérer les cadences. Or, on a vu que le système keynésien reposait sur un partage des *augmentations* de productivité. Pire, ils voulaient travailler moins - ou pas du tout. Ils ne voulaient pas d'un travail à la chaîne écervelé, monotone et absurde. Ils voulaient un travail plus autonome, riche, ayant un sens, de pouvoir organiser eux-mêmes la coopération dans le travail. En somme, ils voulaient être heureux *pendant* le travail, et pas seulement après ! A nouveau, le développement du travail - dans ses besoins et dans ses potentialités sociales réelles - bousculait le capital.

Cette résistance fait en effet ressortir un aspect qui a sans doute toujours caractérisé la cohabitation contradictoire du travail socialisé et du capital. Beaucoup (en particulier les marxistes) pensent que le capital a été une étape nécessaire, qu'il a développé les forces productives au mieux pendant son règne, quitte à devoir céder la place à un certain moment. Nous pensons au contraire que les progrès du travail socialisé, du savoir scientifique et technique, des conditions sociales permettant la coopération élargie, etc., sont des conquêtes dûes au développement du travail lui-même, même s'ils ont été instrumentalisés par le capital.. Celui-ci a seulement su s'emparer de la société et de ses capacités nouvelles de travail coopératif et les détourner à son profit.¹⁵ Surtout, ses intérêts et besoins ne correspondent jamais vraiment ni aux intérêts et besoins de la société, ni du travail, car il doit toujours fausser le fonctionnement normal de ceux-ci pour en assurer le contrôle. De même qu'il doit fausser les mécanismes démocratiques pour garder le contrôle de la société, il doit fausser l'organisation du travail pour garder la maîtrise de la place de travail. Ainsi, une grande partie de la mécanisation, puis de l'automatisation-informatisation de la production, ne visait pas seulement une plus grande efficacité du travail, mais surtout à soustraire tout contrôle sur la production aux travailleurs, à exproprier leur savoir en l'incorporant aux machines. Ainsi, sur les chaînes de montage taylorisées, on ne laissait à chaque ouvrier que quelques gestes, définis par un ingénieur, et dont la vitesse était imposée par la chaîne.

On peut montrer la même chose pour la division et pour l'organisation du travail, et notamment pour les nouvelles formes de « management » et de gestion des « ressources humaines » introduites depuis quelques années, qui visent surtout à rendre plus difficile l'auto-organisation du travail. L'organisation

Au point que la privatisation de Jaguar a donné lieu à une émeute d'acheteurs cupides à la Bourse de Londres !

¹⁵ Par exemple, les premières usines de textiles n'ont pas apporté d'innovations techniques. Elles n'ont fait que regrouper des machines d'artisans tisserands. Le capitalisme a surtout su s'approprier les savoirs artisanaux puis ouvriers. Adam Smith a relevé que l'invention de la soupape – fondamentale pour la mécanisation – était en fait une appropriation de la « paresse » des enfants, qui utilisaient des ficelles pour soulever les clapets des métiers à tisser qu'ils devaient surveiller ! De même, le Taylorisme consistait à observer les gestes ouvriers les plus efficaces, puis à les imposer par le rythme de la chaîne de montage. De nos jours, les progrès industriels se basent aussi beaucoup sur la recherche scientifique, un praxis qui n'a rien de capitaliste en soi, même si elle est de plus en plus soumise aux intérêts des grandes entreprises.

capitaliste du travail doit forcément être pénible et révoltante, parce que pour assurer son contrôle, elle *ne peut pas* laisser s'épanouir normalement les capacités de travail et d'organisation des travailleuses.

Du point de vue économique, la révolte ouvrière des années '60 a mis une limite aux progressions de productivité qui maintenaient autant la demande que le niveau des profits, précipitant la crise de suraccumulation qui couvait. Le capital a alors troqué la carotte pour le bâton, abandonnant le keynésianisme (truc 6a) au profit de l'attaque néolibérale sur les salaires (truc 6b), tout en activant les autres « trucs » énumérés ci-dessus pour stimuler artificiellement la demande. Cela a débuté lors de la crise des années 1970.

B. La crise des années 1970 et l'attaque sur le salaire

La mondialisation des échanges abat l'Etat redistributeur et fait triompher le néo-libéralisme

L'attaque sur la part des salariés du Nord a été d'autant plus facile que la mondialisation financière et des échanges de marchandises avaient miné les mécanismes de gestion keynésienne de l'Etat « social » et les stratégies réformistes des syndicats. En effet, quand les premières vagues de suraccumulation et la résistance ouvrière grandissante ont menacé la prospérité des années 60, tous les politiques (de droite comme de gauche : le travailliste Wilson en Grande Bretagne comme le gaulliste Giscard d'Estaing en France) ont d'abord réagi en respectant les « lois » économiques keynésiennes qui faisaient autorité à l'époque : en stimulant la demande solvable.

Mais la mondialisation avait déjà changé les règles du jeu ! Les Etats étaient devenus des passoires au niveau financier et économique. Par conséquent, stimuler la demande de biens de consommation ne stimulait plus la production domestique, mais les *importations* (bien plus rapides à réagir), ajoutant un déficit de la balance des paiements aux autres ennuis. Parallèlement, stimuler la demande solvable – que ce soit par des augmentations de salaire ou par des mesures sociales financées par l'impôt – incitait les capitalistes à s'expatrier, car l'Etat n'avait plus les moyens d'endiguer les fuites de capitaux.

Les déficits des balances de paiement, comme les fuites de capitaux et les délocalisations ont ainsi dompté la gauche. C'est ainsi que le premier programme progressiste de Mitterrand, qui avait notamment doublé le SMIC en arrivant au pouvoir, n'y a pas résisté plus que quelques mois en 1981. A terme, les énormes luttes ouvrières autonomes des années 1970 en Italie n'ont pas mieux tenu face à la fuite des capitaux. Sur un autre registre, c'est par l'importation de charbon « socialiste » de Pologne que Mme Thatcher a cassé la grande grève des mineurs anglais en 1985 et inauguré le règne du néo-libéralisme en Europe.

Les Etats ainsi pris en otage, la gauche au pouvoir ne conservera en général de son programme que les aspects sans trop d'incidences économiques : certains droits sociaux et civiques, un environnementalisme modéré... Pour le reste elle se convertira toujours plus en gérant socio-libéral d'un capitalisme à visage prétendument humain. Pris en tenaille entre les « réalités » du système et les résistances populaires, elle trahira régulièrement et forcément celles-ci. Dès 1983, le gouvernement socialiste français se convertit à l'austérité avec son programme de « désinflation compétitive ». Aujourd'hui, ce sont les « socialistes » Barroso, Lamy et Strauss Kahn qui gèrent l'EU, l'OMC et le FMI au profit des financiers et des multinationales.

De l'Etat du « bien-être » à l'Etat « compétitif »

C'est ainsi que les Etats (en Suisse, chaque canton !) en sont venus à se considérer explicitement comme des « plateformes productives »¹⁶ qui doivent chacune être plus « compétitive » et « attractive » que son voisin pour un capital volontiers baladeur. La « course vers le bas » a démarré. Il fallait donc réduire le coût du travail, et réduire les impôts des entreprises et des actionnaires. On s'est mis à offrir ainsi des ponts d'or pour attirer des entreprises aussi malfaisantes qu'elles soient (voir le « vert » Hiler à Genève, courtisant les « hedge funds ») et quelles que soient les retombées négatives (environnementales ou en termes de logement, par exemple) sur la population. C'est la théorie du « trickle down » (des miettes qui tombent de la table) : Multiplions les riches ! Les larbins et les services qu'ils demandent créeront toujours un peu d'emploi ! Pour qu'ils restent chez nous il ne faut pratiquement pas les imposer, mais s'ils sont assez nombreux, l'Etat arrivera bien à assurer quelques services publics minimaux, un petit filet social.

¹⁶ Dans le Nord il s'agit en réalité plus de plateformes de captation du profit que de production, car étant donné l'inégalité des termes de l'échange, la majeure partie de la production réelle est très souvent faite au Sud. Un commerce ici peut ainsi réaliser un profit de 10\$, sur une chemise exportée du Bangla Desh pour 1\$.

Le dogme est si bien installé que l'Union Européenne a pu proclamer sans rougir à Lisbonne que son objectif en *éducation* était « de faire de l'Union Européenne l'économie la plus compétitive de la planète ». Quelle honte pour un continent qui prétend tenir à la culture !

Et évidemment, puisqu'un Etat « compétitif » doit réduire les impôts, il faut aussi réduire les assurances chômage, d'invalidité et autres salaires « sociaux » ... Par là aussi le capital augmente ses profits, mais par ailleurs affaiblit la demande.

Très curieusement, les mêmes experts et autorités qui proclament la nécessité de réduire les salaires des travailleurs au nom de la compétitivité, expliquent que les salaires et primes des hauts cadres (y compris à l'Etat) doivent augmenter... pour « être compétitifs » et attirer ainsi les meilleurs talents ! On voit là très clairement le caractère de classe de ces déclarations « expertes »¹⁷.

Les aristocraties ouvrières détrônées : la délocalisation des emplois

La mondialisation des échanges et celle des savoir-faire a contribué aux délocalisations et à casser le pouvoir des syndicats des pays riches. En effet, une part du « deal » passé avec la classe ouvrière des pays plus développés avait reposé sur leur relatif monopole d'un savoir-faire industriel. La mondialisation (et l'informatisation) du savoir a permis de casser cet atout. Ainsi, les multinationales peuvent désormais produire n'importe quoi aux coûts de la main d'œuvre chinoise ; le transporter pour presque rien, grâce au pétrole bon marché ; et le vendre au prix européen ou nord-américain. Une part énorme de la production s'est ainsi déplacée au Sud, surtout en Asie, puis en Chine. Cela a permis à Walmart et Cie de faire des superbénéfices tout en consolant les travailleuses devenues consommatrices-chômeuses-précaires du Nord avec des babioles bon marché. Mais évidemment, cela a réduit la somme des salaires distribués et donc la demande solvable d'ensemble...

Ainsi, de plus en plus, les salarié-es appauvri-es, en particulier aux Etats-Unis, ont dû s'endetter pour maintenir plus ou moins leur niveau de vie (truc 5). Parallèlement, les Etats-Unis accumulaient chaque année des milliards de dollars de dettes envers la Chine pour payer ces importations. Ce n'était ainsi pas seulement les nord-américains individuellement qui s'enfonçaient dans la dette, mais tout le pays. Ce jeu peut seulement continuer dans la mesure où les profits réalisés en Chine sont re-prêtés aux Etats-Unis, notamment sous forme d'achats de bons du trésor.

Résistances : Le système nécessitait aussi que les salaires au Sud restent minimaux, mais les classes ouvrières de ces pays s'organisaient progressivement. Les entreprises réagissaient en se déplaçant constamment vers un pays à main d'œuvre moins exigeant – en fin de compte surtout la Chine. Mais là aussi la résistance s'est organisée. Entre 1990 et 2005, le salaire moyen réel chinois a augmenté de 300%. Cela a eu un effet foudroyant sur le taux de profit des entreprises impliquées¹⁸. Parallèlement, c'était autant d'argent qui restait dans les mains des travailleurs chinois et qui donc ne se réinvestissaient pas à New York pour soutenir la « bulle » financière!

Une restructuration sauvage du travail

Pendant toute cette période, les syndicats des pays développés, de plus en plus impuissants, se sont convertis en accompagnants sociaux des restructurations. Les nouvelles formes d'organisation capitalistes du travail prennent acte des nouvelles revendications et compétences des travailleurEs mises en avant par les révoltes du travail des années '60, mais encore une fois en les faussant pour assurer le contrôle. Vous voulez du sens, de l'autonomie, des responsabilités ? Vous en aurez !

Pour des milliers de travailleurs cela a pris la forme du statut de faux indépendant. En effet, une grande partie des opérations des grandes usines ont été sous-traitées à des petites « entreprises », où ne travaille parfois que « l'entrepreneur-travailleur ». Celui-ci reste totalement dépendant de la grande entreprise pour son revenu, exécutant un travail parcellisé selon les ordres de celle-ci. Son « autonomie » consiste dans la perte de la solidarité syndicale et tous les acquis (sécurité de l'emploi, retraites, etc.) qu'elle

¹⁷ De même, on a pu lire (y compris dans le très progressiste *Courrier* !) la déclaration péremptoire d'un « expert » économique selon lequel « Il est exclu d'adapter l'indexation des salaires à l'inflation. » Comme si cette adaptation n'était pas la définition même de l'indexation des salaires ! Avec des discours aussi pervers, il n'est pas étonnant que les gens pensent ne rien comprendre à l'économie.

¹⁸ Promissory Notes, 2009, Ed. Midnight Notes

a pu garantir - et dans la responsabilité d'auto-organiser son exploitation! D'ailleurs, même à l'intérieur des grandes entreprises, on demande à chacun d'être son propre patron, notamment en se préoccupant de la rentabilité de son travail.

Au pôle opposé du faux indépendant, on trouve la fausse collectivité des villes-entreprises « utopiques » organisées en Californie pour des secteurs de pointe. Celles-ci sont conviviales, égalitaires, sans horaires ni contrainte (immédiate), donnant libre cours au désir créatif. Ces entreprises ont très bien compris les conditions optimales pour maximiser un travail créatif, en coopération. Mais c'est encore une ruse du capital pour s'approprier et dominer le travail, car c'est alors toute la vie quotidienne, les relations sociales, les loisirs, etc. qui sont englobés par l'entreprise – et c'est de tout ça qu'on est expulsé à terme, si on n'est pas assez rentable !

De façon plus subtile, des manipulations semblables ont transformé le travail dans les grandes entreprises et dans les services publics. Aujourd'hui il ne suffit plus de faire, il faut « mouiller sa chemise », « se motiver ». Donner non seulement sa force, mais un bout de son âme. Chaque « collaborateur » est censé fonctionner comme son propre entrepreneur, se former en continu, améliorer sans cesse ses performances, etc. Mais les injonctions sont contradictoires : d'une part on exige de l'autonomie ou une implication personnelle, alors que d'autre part on renforce les contrôles externes. Ainsi, dans les call-centers, il y a des miroirs pour que les téléphonistes vérifient qu'elles sourient (Il paraît que ça s'entend !). Mais par ailleurs, elles sont obligées de suivre mot pour mot les scripts et les rythmes dictés par leur ordinateur.

Aujourd'hui, on peut exiger plus de motivation et d'autonomie des travailleuses dans la mesure où on a perfectionné les techniques de surveillance et de contrôle : Il y a des traces sur ordinateur qui permettent de savoir exactement combien de lettres la secrétaire a tapé, ou qui a mal-posé telle pièce sur telle voiture défectueuse il y a six mois. Le contrôle est organisé non seulement par l'ordinateur, mais aussi à travers les demandes des clients (grâce au flux continu et le zéro stock). De même l'introduction de comptabilités par sous-unités à l'intérieur d'une firme ou d'un service public permet de repérer ceux qui sont globalement peu rentables, qu'il faut mettre sous pression, restructurer, voire supprimer. Chacun s'auto-contrôle parce que chacun sait qu'il est *peut-être* surveillé. Ce contrôle internalisé (généralisation du fameux Panoptikon imaginé par Bentham au 19^e) est le plus efficace. C'est aussi le moins cher, car il a permis de réduire la hiérarchie coûteuse de petits chefs.

Par ailleurs, l'introduction de nouvelles technologies a réduit massivement les besoins de main-d'œuvre et a facilité cette attaque féroce qui cherche par tous ces moyens à discipliner le travail et réduire son coût. La pression pour rentabiliser les capitaux accumulés, la logique de la croissance forcée, se traduit ainsi dans de nouveaux modes de gestion des « ressources humaines » qui exigent sans cesse des rythmes et des rendements plus élevés.¹⁹ Les restructurations, la « flexibilité », la précarité se sont installés. La *peur* du licenciement a remplacé les anciennes incitations au travail plus positives. Le tout a miné les solidarités collectives, la reconnaissance et le sens du travail, avec des conséquences désastreuses sur la sécurité et la santé des salariés-es.

Alors que les pathologies classiques persistent, on assiste à une montée dramatique de pathologies psychiques. Le « mobbing » devient courant. Les suicides sur les lieux du travail qui se répandent aujourd'hui ne sont que la pointe de l'iceberg. En Suisse, par exemple, le nombre de personnes mises au bénéfice de l'AI pour ces raisons a doublé en quelques années. L'Etat réagit... en excluant ce genre de malades des prestations.

Jamais le capital n'a été si loin dans la dépossession du travail comme sujet social. Le travail, comme coopération sociale autant que comme réalisation de l'individu, a été mis « en miettes » parcellisé, précarisé. Il est organisé de l'extérieur par une hiérarchie plus dictatoriale et envahissante que jamais, puisqu'elle prétend à présent commander non seulement au corps mais à l'esprit et aux émotions.

Résistances : Paradoxalement, cette distorsion extrême du travail révèle la nature de celle-ci et ses besoins profonds, comme une maladie peut révéler les fonctions normales d'un organe. En effet, c'est alors que le travail est totalement assujéti que les revendications les plus profondes surgissent, souvent effectivement sous forme de maladie. Les gens se disent malades d'un travail mal fait, de ne pas recevoir de reconnaissance, d'y être isolé, de ne pas pouvoir participer à son organisation.²⁰ Dans ce sens, on peut dire que tomber malade est une forme de résistance, et les suicidés des sortes de martyrs.

Par ailleurs, en France, comme ailleurs, des révoltes périodiques secouent le joug sans parvenir à le mettre vraiment en question. Beaucoup de jeunes essaient de jouer à fond la carte de la précarité : revenu

¹⁹ de Gaulejac, *La société malade de la gestion*, Poche.

²⁰ Voir les ouvrages de Christophe Dejours, de de Gaulejac, ou encore les témoignages genevois sur http://www.fsl-geneve.org/PST_DocCTSM.htm

d'insertion, squat, petits boulots, circuits parallèles, retour partiel à la campagne... bref, l'exode en marge du travail capitaliste pour vivre autre chose.

Cependant, bien que le « système » n'a vraiment plus la cote, un certain réalisme rend fataliste, car les gens savent qu'autant le syndicalisme que la politique sont désarmés, notamment par la mondialisation des structures capitalistes. Et nous manquons cruellement d'une vision alternative et d'une stratégie d'organisation crédible.

Quoi qu'il en soit, sur le plan économique le résultat de cette restructuration est une régression de l'emploi et des salaires. Beaucoup des capitalistes augmentent leurs profits grâce à la sur-exploitation qu'elle permet d'imposer, et tirent ainsi leur épingle du jeu, mais la demande globale stagne.

Réduire les coûts de reproduction de la force de travail

Parallèlement, pendant cette période on a réduit par tous les moyens *les coûts de la reproduction du travail*, et pas seulement par la réduction des salaires. Aujourd'hui :

- Les *consommateurs-travailleurs* doivent faire toujours plus du travail de leur reproduction eux-mêmes gratuitement, par exemple en se servant seuls dans les supermarchés, banques, stations services, etc., ou en réservant leurs vacances sur Internet.

- Les *femmes*, tout en étant *obligées* de travailler (un salaire ne suffisant plus), ont de moins en moins accès à des crèches, allocations, etc., et doivent donc assumer pleinement la double journée de travail.

- Les *jeunes* sont astreints à des formations toujours plus longues et plus contraignantes, avec une fraction des aides et bourses de leurs aînés. Eux aussi doivent travailler à côté pour reproduire leur force de travail. Les études finies, ils doivent encore multiplier les stages sans salaire, sans garantie de décrocher un job. Quitte au mieux à travailler des années pour rembourser leurs dettes d'études (C'est un investissement, jeune homme !).

- Les *chômeurs, handicapés, retraités et autres personnes dans le besoin* sont de moins en moins pris en charge par la collectivité... Tout bénéficiaire d'aides de la collectivité est considéré *a priori* comme un parasite.

- Les *immigrés* qu'on allait chercher en Afrique et qui disposaient d'un minimum de sécurité au travail il y a quarante ans (bien que leur exploitation ait déjà été éhontée), doivent aujourd'hui payer cher un passeur et risquer leur vie pour le privilège de travailler clandestinement en Europe - pour trois fois rien.

La liste complète des économies faites par le capital ces dernières années serait longue !

Une hausse sans précédent du taux d'exploitation

En s'appuyant notamment sur l'arme du chômage, la réaction néo-libérale a ainsi fait basculer de façon décisive le rapport de force entre capital et travail. Alan Greenspan, ancien président la Banque centrale des Etats-Unis, relève que « *la part des salaires dans le revenu national aux Etats-Unis et dans d'autres pays développés atteint un niveau exceptionnellement bas selon les normes historiques* ». Or, à long terme, « *le salaire réel tend à évoluer parallèlement à la productivité réelle* ».²¹ En effet, *la productivité du travail – la richesse créée par heure – a en gros doublé depuis les années 1970, alors que les salaires des travailleurs aux Etats-Unis n'ont jamais retrouvé leur niveau de 1973, sans parler des régressions du salaire « social » indirect (aides de l'état, services publics, etc.)*.

Selon la Commission européenne, *la part des salaires dans l'ensemble de l'économie européenne est passée de 66,3 % en 1982 à 58,1 % en 2006, soit une baisse de 8,2 points. Dans les pays émergents, tels que la Chine ou la Thaïlande, la baisse est encore plus importante : de l'ordre de 12 points.*

*En Suisse, les salaires réels ont augmenté en moyenne de 7,35% de 1990 à 1997 (encore faudrait-il voir **quels** salaires, voir ci-dessous l'explosion des inégalités!), mais la productivité horaire du travail a augmenté de 37% pendant la même période.*

C'est cette multiplication de l'exploitation du travail payé et non-payé qui a permis de continuer de rémunérer le capital suraccumulé, malgré la relative stagnation de la production réelle de richesses. En effet, ces profits en excédent n'ont pas été investis dans la production, mais ont été principalement distribué sous forme de profits financiers²². C'est le phénomène dit de « financiarisation » de l'économie. Pour pouvoir rémunérer tout le capital – y compris celui placé de façon non-productive et purement spéculative – les capitalistes se sont appropriés une part toujours plus grande des productions réelles de richesse.

²¹ Michel Husson, « La Hausse Tendancielle du Taux d'Exploitation », www.europe-solidaire.org/spip.php?article8956

²² Ibid.

C. De nouveaux débouchés pour les suraccumulations de capitaux

Alors que l'attaque sur les salaires, la hausse générale du taux d'exploitation, rétablissait le niveau de profit des entreprises capitalistes, elle réduisait d'autant la demande pour leurs produits. Il fallait donc agir par tous les moyens pour trouver de nouveaux marchés et champs d'investissement.

L'offensive néocoloniale : la « dette » et le « libre » échange

Dans l'après-guerre la décolonisation avait permis un début de développement « autocentré » des économies et industries d'un certain nombre de pays du Sud (Argentine, Brésil, Mexique, Venezuela, etc.) qui protégeaient les marchés de leurs industries naissantes avec des réglementations et barrières tarifaires. Ces marchés ont été brutalement rouverts au capitalisme transnational par le piège de la Dette. Dans les années 1970 des crédits énormes ont été offerts à ces pays, à des taux d'intérêt très bas (mais variables). Mais en 1979, les Etats-Unis ont dû relever massivement les taux d'intérêt payés sur les obligations d'Etat, car leur niveau d'endettement, faisait peur aux marchés financiers. Les taux d'intérêt des dettes des pays en développement ont suivi le mouvement. Incapables de rembourser à ces taux-là, les pays ont été obligés d'accepter les dictats du FMI et de la Banque Mondiale, les « programmes d'ajustements structurels ». Ceux-ci ont imposé des coupes sombres dans les dépenses sociales, la privatisation de toutes les industries et services et l'ouverture des marchés au capital transnational. Celui-ci a rapidement mis en faillite ou racheté les industries locales, gagnant ainsi accès à de nouveaux marchés, ainsi qu'à des matières premières et à de la main-d'œuvre très bon marché.

Résistances : Les résistances à ce programme ont toujours été vives. Une série « d'émeutes anti-FMI » ont secoué l'Afrique et l'Amérique Latine, retardant le processus et rendant moins sûrs les investissements. On peut notamment citer le « Caracaso » au Venezuela, au début des années '90 qui a initié le processus menant au régime chaviste, et la révolte zapatiste au Mexique contre le traité de libre échange, qui a lancé le mouvement antimondialisation en 1994.

Dans les années nonante, le programme de « libre » échange intégral de l'OMC s'est joint aux impositions du FMI, avec les mêmes objectifs. En effet, en supprimant les protections et régulations nationales, il a permis aux multinationales de détruire les industries et la production agricole locales. Les marchés appropriés ainsi ouvraient d'énormes champs d'investissement pour les capitaux accumulés au Nord. Parmi les multiples résistances à l'OMC, la plus efficace a été celle des mouvements paysans, et en particulier ceux de l'Inde. Couplées avec les mobilisations du mouvement anti-mondialisation au Nord, toutes ces résistances ont finalement fortement contraint les positions des Etats et contribué à paralyser la dernière série de négociations. Mais, l'offensive libre échangiste continue au niveau des accords bilatéraux.

La reconquête des marchés socialistes

Dès les années 1980, les transnationales commençaient à s'établir en Europe de l'Est grâce à des partenariats (« joint-ventures »). Avec l'écroulement du bloc de l'Est et la conversion de la Chine au capitalisme, le système a reçu un bol d'air, ouvrant de nouveaux marchés et des opportunités d'investissement hyper-rentables. La crise en a été repoussée d'autant.

Les privatisations, nouvelles sources de profits assurés

Au Sud, au Nord et à l'Est, on a privatisé à tout va. Les services et produits essentiels tels que l'eau, la santé, l'éducation, la communication, les transports, l'énergie, avaient généralement été laissés à l'Etat auparavant. De même, une grande partie de l'alimentation était encore produit par des paysans. A présent ces sphères sont devenues doublement intéressants. D'abord, ce sont autant de nouveaux marchés où investir les capitaux excédentaires. D'autre part, puisque ce sont des besoins vitaux, les gens - même les plus paupérisés - se saigneront pour les payer. Même si on leur gonfle le prix, ils n'auront souvent pas le choix, car il s'agit souvent de monopoles de fait. Les profits sont assurés ! Comme le dit une publication de Monsanto : « Puisque l'eau est aussi essentielle à la vie que les semences, Monsanto se doit de la contrôler. » Au Mexique, une seule multinationale monopolise pratiquement tous les boissons en bouteille.

Résistances : Si les multinationales nord-américaines et européennes ont pu ainsi s'approprier des industries entières, s'assurer de parts de marché énormes et faire des superbénéfices de monopole, les excès de ce véritable pillage ont généré des résistances grandissantes, particulièrement au Sud. Cela a, par exemple, provoqué la révolution des casseroles en Argentine en 2001, les luttes contre la privatisation en Afrique du Sud, les « guerres » de l'eau puis du gaz en Bolivie et l'avènement de gouvernements de gauche dans

plusieurs pays d'Amérique Latine. Cela dit, même les régimes les plus « progressistes » d'Amérique Latine restent encore prisonniers du système capitaliste et, de plus, d'un modèle de développement « extractiviste » dépendant de l'exportation de matières premières.

Autres résistances fondamentales : toutes celles qui ont empêché le capital de totalement privatiser le pétrole au niveau mondial. Malgré la guerre, le sort du pétrole en Irak n'est pas encore joué. Cette résistance s'est conjuguée avec celle de l'Iran et la récupération d'une part importante des réserves par le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur ainsi que les luttes dans le delta du Nigeria.

Ces luttes autour de l'énergie et des matières premières ont souvent été aussi des luttes contre la dégradation de l'environnement. Les luttes écologiques, plus généralement, ont aussi posé des limites aux profits capitalistes, dans la mesure où elles ont réussi à obliger les entreprises à internaliser une partie des coûts que leurs activités avaient pour l'environnement.

Le marché de luxe (truc 3)

La suraccumulation développe au moins une sorte de demande : celle des produits de luxe ! En effet, les cadres supérieurs, les mafieux, les profiteurs et « battants » de toutes sortes ont accès à une part considérable du capital, ou des dividendes du capital, accumulé. C'est ainsi que les inégalités de revenus ont littéralement explosé pendant cette période. Aux États-Unis, le rapport du salaire du dirigeant au salaire moyen ouvrier, de 1 à 30 dans les années 60, est passé à 1 à 300 vers l'an 2000 et avoisine 1 à 500 aujourd'hui. Le rapport entre le salaire du PDG de Nike et ses ouvrières au Vietnam est d'environ 1 à 400'000 ! En Suisse, dans le secteur bancaire, l'écart entre le salaire le plus bas et le 10% des cadres les mieux payés est de 1 à 12. Le rapport entre le salaire le plus bas et le salaire le plus haut chez Novartis était de 1 à 361 en 2003, puis de 1 à 741 en 2008 ! Les carnets de commande des yachts de luxe (en moyenne de 50 mètres de long) sont remplis pour des années à venir. (Devoir attendre si longtemps est un vrai scandale !) Les plus minables se contentent des 4X4.

La dérive spéculative

Mais toutes ces manœuvres – en particulier celles qui s'attaquaient aux revenus populaires – n'ont fait que gagner un peu de temps, et pas beaucoup, car l'accumulation capitaliste en devenait d'autant plus frénétique ! La crise plus ou moins larvée de suraccumulation a continué, les taux de croissance ont été faibles, le chômage endémique.

Dans ces conditions, les financiers se sont rabattus sur leur joker classique : la spéculation (truc 1). Mais comme nous avons vu, ce « remède » aussi empire à terme le problème. En effet, si l'immobilier, les matières premières, etc., permettent de « placer » une partie du capital sur-accumulé, c'est autant d'argent qui est soutiré de la demande solvable, qui ne sert plus à faire tourner l'économie réelle. Pire, celle-ci sera ponctionnée pour payer le rendement exigé sur ce capital spéculatif. Par exemple, à travers des augmentations des loyers des travailleurs.

De plus, la spéculation déstabilise l'économie. C'est ainsi que dans les vingt dernières années nous avons vu éclater les bulles immobilières américaines, japonaises, espagnoles, genevoises, etc. (Ces jours-ci ça se passe à Dubaï.) Il y a eu aussi l'immense bulle des nouvelles technologies dans laquelle des entreprises « startup » n'ayant pas encore vendu pour 1 dollar, « valaient » des milliards par anticipation.

Pour les spéculations sur les produits agricoles ou les matières premières on a trouvé une manière encore plus savante et flexible de spéculer, de s'approprier l'activité économique future : les « futures ». Là, on achète *le droit d'acheter* tel produit à tel prix à telle date, en pariant que ce prix sera alors plus bas que la moyenne et permettra de revendre avec profit. Droit d'acheter qu'on peut revendre évidemment, sans avoir vraiment acheté...

Puis sont arrivés les merveilleux « hedge funds » (en anglais « hedge » veut dire manœuvrer, se protéger). Il s'agit d'acheter des paquets de dettes, plus ou moins douteuses (dont les fameuses hypothèques « subprime »), en pariant encore une fois sur l'avenir...

A mesure que la suraccumulation rendait de plus en plus difficile de placer son argent dans la production de manière raisonnable et « honnête » (pour ainsi dire... !!), les financiers ont glissé ainsi vers le franchement risqué (pour leurs clients, pas forcément pour eux !), puis vers l'escroquerie (par exemple en vendant des maisons avec hypothèque « subprime » à des personnes qui manifestement n'avaient pas les moyens). L'aboutissement logique était le pur « jeu de l'avion » de l'escroquerie Madoff, mais fondamentalement on voit bien que toute l'économie capitaliste fonctionne forcément ainsi depuis un bon moment, simplement parce que les capitaux accumulés sont bien trop abondants par rapport aux possibilités d'investissements productifs pour lesquels il y a une demande solvable. De ce fait, l'éclatement d'une bulle spéculative particulière n'assainit pas l'économie, les capitaux en trop se déplaçant simplement d'une sphère

à l'autre : de l'immobilier, aux grains, et de là au pétrole, à l'or, etc.

Un endettement toujours plus colossal

Du keynésianisme de guerre au « keynésianisme » bancaire - Par ailleurs, pour repousser la crise d'accumulation, les Etats (malgré leurs discours néolibéraux) n'ont jamais cessé de stimuler la demande par l'endettement (variantes du truc 2), mais par un « keynésianisme » pervers. Il ne s'agissait plus de dépenses sociales ou d'utilité publique (pour ces programmes l'Etat se déclare maintenant toujours sans le sou) mais de garantir plus directement les profits des grandes entreprises.

Pour ne parler que des USA, Reagan, champion du moins d'Etat au niveau social, a creusé des déficits totalement inconcevables auparavant, mais pour les dépenses militaires. Du Vietnam aux guerres d'Irak, en passant par le surarmement nucléaire et la Guerre des étoiles, le « Keynésianisme de guerre » a grossi presque constamment aux USA. Le budget militaire d'Obama bat tous les records.

Pendant la crise bancaire de 2009, les Etats et les médias semblaient « redécouvrir » Keynes, mais pour un « Keynésianisme » bancaire ! En réalité, les mesures de relance de la consommation (les primes pour acheter de nouvelles voitures, par ex.) sont restées modestes. Par contre, les Etats ont aligné des trillions, pour *garantir directement les profits des banques* ! Les Etats et Banques Centrales ont ainsi offert des crédits aux banques à pratiquement zéro pour cent d'intérêt, mais celles-ci ont continué d'exiger des intérêts à leurs clients ! Elles ont continué, par exemple, d'expulser de leurs foyers des millions de familles américaines qui n'arrivaient pas à payer des intérêts usuriers sur leur hypothèque. Il s'agissait soi-disant de relancer l'économie, mais en réalité, les banques – échaudées – ne prêtent que très prudemment. De toutes façons, dans le contexte actuel, qui va se lancer à emprunter pour agrandir son entreprise ? De fait, nos milliards n'ont servi qu'à garantir des bénéfices aux banques, leur permettre de racheter des concurrents²³ et de relancer la spéculation boursière. Les médias – bien alignés sur les intérêts des dominants - mesurent généralement la « reprise » par les cotations en bourse, et parlent beaucoup moins du chômage qui s'aggrave. Pourtant les analystes financiers eux-mêmes conviennent qu'on ne pourra pas parler d'une vraie reprise tant que l'investissement privé n'aura pas repris²⁴. La Bourse ne remonte que parce qu'il est regonflée par les milliards des contribuables déjà donnés aux banques ! Et à présent l'Europe prévoit d'avancer si nécessaire encore 1000 milliards pour rassurer les spéculateurs!

L'endettement des salariéEs (truc 5) : arme à double tranchant - Depuis une vingtaine d'années, se sont aussi les travailleuses et les classes moyennes qui se sont massivement endettées avec le petit crédit, les cartes de crédit, les emprunts pour la formation, les achats à tempérament et les hypothèques (notamment les hypothèques « sub-prime »). Pour les banques c'était un nouveau champ où investir les capitaux suraccumulés, pour les entreprises cela stimulait une demande défailante, pour les consommateurs appauvris, cela leur permettait de maintenir leur niveau de vie malgré la baisse relative de leurs revenus. C'est ainsi que la dette des individus est devenue pour la première fois un facteur majeur dans l'économie (on l'estimait fin 2008 à \$12 mille milliards au niveau mondial). Comme on sait, c'est une partie de cette dette, les hypothèques « sub-prime », qui a finalement basculé l'économie mondiale dans le trou. Mais le gros de cette dette (notamment celle des cartes de crédit) menace toujours l'économie.

Résistances : Pour les travailleurs cet endettement était donc une conséquence de leur incapacité de se défendre par rapport à l'attaque patronale sur les salaires. Mais, paradoxalement, cette faiblesse a fini par prendre en otage et saboter le système ! Par leur imprévoyance, en prenant leurs désirs pour la réalité, les travailleurs se sont piégés, mais ils ont aussi piégé et posé une limite au système en précipitant la crise.

D. Fin de partie. Quel avenir (sous un régime capitaliste)?

Cette drôle de « résistance » par l'endettement des travailleuses des Etats-Unis a fini par se conjuguer avec toutes les autres résistances plus classiques – celles spectaculaires et victorieuses, comme celles défensives et largement perdantes - pour poser des limites aux manœuvres d'un capital constamment

²³ La concentration et la croissance explosive des grandes banques sont peu connues : Alors qu'au milieu des années 90 aucune ne valait plus que 4 % du PIB des Etats-Unis, 15 ans plus tard la Bank of America pesait 16% du PIB,

JPMorgan Chase 14% et Citigroup 13% ! Les crises ont du bon ! (source <http://13bankers.com/>)

²⁴ cf. The Economist Intelligence Unit, <http://www.eiu.com/public/>

obligé de trouver de nouvelles parades à la suraccumulation.

Au final, le capital se retrouve avec *une note salée de suraccumulation*. A part les masses inimaginables de capitaux parquées dans les divers types de spéculation non-productives - et avant que la crise empire encore la situation - il y avait aussi une suraccumulation énorme de capacités de production réelles : d'usines, de machines, etc. *Fin 2008, on estimait qu'au niveau mondial les industries productives avaient en moyenne 25% de suraccumulation, de surcapacité productive (bien plus dans l'industrie automobile). Dans les transports mondiaux la surcapacité était de 30 à 35% (80% des commandes de nouveaux bateaux ont été annulées!)*²⁵. On aperçoit ainsi le degré d'intoxication, de déformation de l'économie mondiale, et la profondeur de la crise et des destructions qui seraient nécessaires pour que le capitalisme se refasse une santé. Rappelons-nous que la dernière crise de cette ampleur ne s'est dénouée qu'à travers une guerre mondiale.

Le capitalisme financier nous enfoncera encore plus profondément dans la crise

Comme nous l'avons déjà relevé, les dettes abyssales contractées par les Etats riches pour renflouer la finance sont un nouveau prétexte pour renforcer encore l'austérité et l'exploitation au Nord. La relance « Keynésienne » est pour les banques, mais en Suisse le Conseil Fédéral compte encore réduire les droits des chômeurs, des invalides et des retraités. A Genève, les mesures d'économie, à l'Hôpital, dans le social, l'éducation et ailleurs, sont renforcées.

Au Sud et à l'Est – et maintenant en Grèce - le FMI, dont beaucoup de pays s'étaient enfin libérés ces dernières années, profite de la crise pour réimposer sa férule sur les pays victimes de la crise, en imposant les mêmes mesures d'austérité qui ont eu les résultats qu'on sait depuis trente ans.

Et ce n'est que le début. Dès le mois de mars 2010, l'agence de cotation Moody's a annoncé « redouter des troubles sociaux » dans les cinq principaux pays ayant encore une « cote » AAA sur leur dette, à savoir les Etats-Unis, l'Allemagne, la France et l'Espagne, car tous seraient obligés de mettre en œuvre des plans d'austérité si sévères qu'ils menaceraient « la cohésion sociale ». « Nous ne parlons pas de révolution (sic !), mais la sévérité de la crise obligera les gouvernements de faire des choix douloureux, qui révéleront des faiblesses dans la société. »²⁶ La croissance n'étant plus suffisante pour assurer le paiement des dettes accumulées, il faudra faire des coupes sombres dans les budgets sociaux et salaires. Puisque ce sont les « prévisions » des agences de cotation qui déclenchent les attaques spéculatives, on peut dire qu'il s'agissait là d'une prévision auto-réalisatrice, voire d'un ordre de marche donné par la finance aux « démocraties ». A la mi-mai 2010, l'Europe avait déjà obéi : 1000 milliards supplémentaires réservés pour garantir les créances de la finance, et la mort annoncée de la variante européenne plus « sociale » du capitalisme. Il ne s'agit pas de mesures conjoncturelles, mais de véritables programmes d'ajustement structurel (baisses de salaires et des rentes, élimination de droits sociaux, etc.) qui confisqueraient à long terme encore une part énorme de la plus value sociale au profit du capital.²⁷

Mais, une telle « solution » témoigne aussi de la situation critique du système, car cette austérité va encore saper la demande et donc empirer la crise. Moody's elle-même avertit que ces pays seront sur la corde raide : trop d'austérité tuerait la timide reprise économique, et donc les rentrées fiscales permettant de payer la dette. Pas assez, ferait douter de la capacité des Etats de rembourser et donc déclencherait de nouvelles

²⁵ www.davidharvey.org

²⁶ Citations du Daily Telegraph du 15 mars.

²⁷ Le « Manifeste des économistes atterrés » (<http://economistes-atterres.blogspot.com/>) résume ainsi la situation. « Certes, les pouvoirs publics ont dû partout improviser des plans de relance keynésiens, et même parfois nationaliser temporairement des banques. Mais ils veulent refermer au plus vite cette parenthèse. Le logiciel "néolibéral" est toujours le seul présenté comme légitime, malgré ses échecs patents... L'Union européenne est prise dans un piège institutionnel. Les déficits publics ont explosé à cause de la crise financière. Mais pour les financer, *les Etats se sont contraints à emprunter chèrement auprès d'institutions financières privées, qui obtiennent, elles, des liquidités à bas prix de la Banque centrale européenne (BCE)*. Les marchés ont donc la clé du financement des Etats. Dans ce cadre, l'absence de garantie des dettes publiques par la BCE comme le manque de solidarité européen permettent le développement de la spéculation, d'autant que les agences de notation jouent à accentuer la défiance. » Il ajoute que cela arrive alors que les multiples réductions d'impôt pour les entreprises et classes aisées ont déjà obligé les administrations publiques à s'endetter auprès de ces *mêmes* ménages aisés et marchés financiers pour financer les déficits ainsi créés. « C'est ce qu'on pourrait appeler « l'effet jackpot » : *avec l'argent économisé sur leurs impôts, les riches ont pu acquérir les titres (porteurs d'intérêts) de la dette publique émises, pour financer les déficits publics provoqués par les réductions d'impôts !* Le service de la dette publique en France représente ainsi 40 milliards d'euros par an, presque autant que les recettes de l'impôt sur le revenu. Tour de force d'autant plus brillant qu'on a ensuite réussi à faire croire au public que la dette publique était la faute des fonctionnaires, des retraités et des malades.

attaques spéculatives. Cela ferait monter les taux d'intérêt sur la dette et rendrait aussi la dette impayable... On a pu constater une première manifestation de cette contradiction en mai 2010, lors de l'annonce des mesures d'austérité du gouvernement espagnol. Dans un premier temps, celles-ci ont rassurés les marchés financiers, mais au bout de quelques jours, la défiance a repris, car on s'est rendu compte que cette austérité allait plonger l'Espagne dans la récession !

Malgré les discours sur des réformes qu'on ne voit pas venir²⁸, les initiatives majeures en cours montrent que les financiers n'ont pas de solution à proposer pour l'économie dans son ensemble. Ils naviguent à vue pour assurer la rentabilité de leurs capitaux individuels à court terme. En effet, ils imposent une austérité draconienne sur les salariés d'Europe pour garantir le paiement de leurs créances par les Etats, quitte à ce que cette réduction de la demande solvable aggrave la crise par la suite – une politique de gribouille absurde, mais logique du point de vue de la finance.

Les capitalistes n'ont pas d'autre plan que d'instrumentaliser la crise pour continuer à extorquer un rendement sur leurs capitaux en tordant encore un peu plus les salariés. En avril, la Banque Natixis (filiale des Caisses d'Epargne et des Banques Populaires!) formule clairement le projet et le problème : « la question est donc de savoir si on peut durablement avoir une économie de croissance modeste et de profitabilité forte avec des bénéfices par action en hausse rapide.... *La question centrale est celle de l'acceptabilité politique et sociale d'une déformation durable du partage des revenus au détriment des salariés.* » On mesure à présent l'erreur de ceux qui au Forum Social Européen de 2008 annonçaient « la fin du néolibéralisme » et un moment propice pour proposer des réformes dans le cadre du système !

Lors de la première phase de la crise, les Etats ont réussi à sauver les banques, mais en basculant dans un ultralibéralisme. Ils abordent à présent une deuxième phase dans une situation de surendettement qui rétrécit drastiquement leur marge de manœuvre. Ils sont plus que jamais les otages de la finance. Ce n'est pas maintenant qu'ils vont faire des concessions aux besoins populaires.

Pas de nouveau « New Deal » possible

Non seulement, les élites n'y pensent pas, mais il ne serait sans doute pas possible. Le New Deal reposait d'une part sur la capacité – perdue aujourd'hui – des Etats de contrôler et gérer l'économie en fonction de l'« intérêt général » d'un capitalisme national largement dépassé. D'autre part, cette relative prospérité gagnée par les travailleurs des pays développés dépendait aussi de leur monopole sur un certain savoir faire et sur l'exploitation plus intensive de ceux du Sud. Le « Deal » avec les travailleurs d'une région supposait un « ailleurs », par rapport auquel ils étaient plus compétitifs, moins exploités. Aujourd'hui, le capital est capable de produire en quantités faramineuses partout, mais qui va pouvoir acheter, si ce sont les ouvriers les moins payés qui produisent ? Et si on en arrive maintenant même à sabrer dans le pouvoir d'achat des salariés du Nord, jusqu'ici relativement privilégiés ?

Le capitalisme comme système économique semble ainsi condamné à être de plus en plus instable. Du fait même des capacités productives gigantesques qui se sont constituées à présent au niveau mondial, les crises de suraccumulation doivent être de plus en plus rapprochées et profondes. Il ne peut être réformé qu'en surface. S'il y a un nouveau boom (par ex., de capitalisme « vert »), il ne pourra être que provisoire et devrait suivre des destructions de capitaux et des souffrances humaines énormes. Des réformes effectives devront nécessairement marquer une rupture avec la logique fondamentale du capitalisme.

De plus, il ne s'agit plus seulement d'une crise de suraccumulation, mais d'une crise systémique, d'une désarticulation à multiples facettes : l'autonomisation d'une sphère financière toujours plus surdimensionnée, tyrannique, et chaotique ; l'incapacité d'élaborer des politiques cohérentes, autant au niveau des industriels eux-mêmes, qu'au niveau des Etats ou des instances internationales ; l'incapacité des organisations des travailleurs de jouer leur rôle traditionnel de garde-fou pour ré-équilibrer le système ; la destruction massive du lien social et l'exclusion radicale d'une part toujours plus grande de la population mondiale ; l'incapacité de répondre aux défis énergétiques et climatiques toujours plus menaçants, etc. Rome n'a pas été détruite en un jour, mais il est de plus en plus évident que notre « civilisation » (si on peut l'appeler ainsi) est dans une phase de décadence avancée.

La crise économique, puis la chute de la civilisation du pétrole

En effet, le pire est à venir ! La crise de cette économie perverse et absurde va rencontrer d'autres désastres bien plus graves, eux-mêmes des conséquences directes de la *croissance forcée* engendrée par l'accumulation capitaliste: *l'épuisement du pétrole*, qui va plus ou moins coïncider avec le *changement*

²⁸ Seule mesure concrète du G20 qui devait s'y consacrer : agir pour établir un monopole anglo-saxon sur les paradis fiscaux!

climatique catastrophique que son gaspillage a provoqué. Et ce chaos climatique démultipliera encore les désastres provoqués par le système au Sud : famines, guerres, mégapoles de la misère au bord de l'implosion et migrations forcées.

Même *avant* l'éclatement de la crise économique, la classe capitaliste et dirigeante a été incapable de répondre au défi sans précédent du climat. Obnubilée par son problème de suraccumulation, elle l'utilise simplement depuis une quinzaine d'années comme une occasion d'investissements subventionnés et à profits garantis par l'Etat. Il s'agit notamment d'un retour du nucléaire, du «commerce du carbone» et des agro carburants. Ces « solutions » sont au mieux inefficaces, et souvent empirent même le réchauffement climatique, mais elles ont le mérite d'être «des solutions de marché »! Et depuis la crise, les engagements des pays riches par rapport au climat deviennent de plus en plus risibles.

Dans le scénario le plus pessimiste, nous allons les laisser pourrir la situation jusqu'à une dégradation irréversible de notre planète. En ce cas là, nous pourrions nous retrouver effectivement dépendants pour notre survie des improvisations de science-fiction du Geo-engineering, d'OGMs, de manipulations génétiques, de nanotechnologies, etc. : une survie (pour les plus privilégiés !) de cyborgs dans des milieux artificiels. Ce serait la subordination matérielle, objective, absolue au capital de ce qui resterait de la vie.²⁹

Ne faudrait-il pas réagir un peu avant ? Il ne faut surtout pas s'imaginer que la bête mourra toute seule ! Elle peut se survivre encore longtemps dans son processus d'autodestruction et auto-régénération cannibalesque. C'est tout ce qui est autour qui risque de mourir avant.

Vers des Etats autoritaires

Incapable d'enrayer la dégradation de son système, le pouvoir avance d'arrache-pied dans l'établissement du cadre politique et répressif qui pourra remplacer les libertés et la démocratie bourgeoise, dans la période de chaos et d'austérité extrême qui se profile. Le fichage généralisé de la population avance, utilisant l'ADN, les micro-puces, la surveillance généralisée des communications, les passeports biométriques, etc. La suppression des droits fondamentaux - la liberté de réunion, d'expression, de mouvement, du habeas corpus (contre l'emprisonnement arbitraire), de l'interdiction de la torture, etc. - sont en bonne voie. Aux Etats-Unis, de simples manifestants sont déjà inculpés au moyen des lois « anti-terroristes » - et de façon préventive, avant qu'ils puissent descendre dans la rue! Les armées (des Etats-Unis comme de la Suisse) élaborent des plans d'intervention contre leurs propres populations. Dans le monde entier, une proportion toujours plus grande des hommes sont enrégimentés dans des bandes armées d'une sorte ou une autre (armées, polices publiques et privées, paramilitaires, mafias, etc.)³⁰

Le capitalisme, un système de plus en plus dysfonctionnel

Mais toutes les nouvelles ne sont pas mauvaises ! On peut aussi faire fond sur le caractère toujours plus évidemment décadent et destructif du capitalisme, toujours plus incapable de répondre aux besoins sociaux, obligé de laisser se propager la misère, alors que les moyens productifs se démultiplient.

Nous avons déjà insisté sur l'aspect dysfonctionnel du capitalisme tardif, qui pour maintenir ses marges de profit en arrive à détruire les collectifs de travail qui font sa richesse, comme il empoisonne et détruit les bases matérielles de notre existence au niveau planétaire. De plus, le capitalisme comme forme de domination semble de moins en moins en phase avec l'évolution de la réalité sociale.

Les analyses de Gorz et de Mullier³¹ de ce qui se passe dans les centres nerveux « immatériels » de la finance, de la publicité, de la recherche et conception, de l'informatique, , etc., est intéressante. *Dans ces sphères de l'économie, la « pollinisation » deviendrait le mode de production dominant.* Il s'agirait, comme les abeilles, d'une productivité particulièrement collective, qui est le fruit de l'activité du réseau en tant que telle. Dans ces places de travail tout se fait par projet, la capacité de travailler en équipe est fondamentale.

Puisqu'il est impossible de prescrire ou automatiser ce travail créatif et « immatériel », les salariés qui le pratiquent émergent comme détenteurs d'un « capital intellectuel » que l'entreprise ne peut s'approprier. Elle est donc obligé de leur concéder de meilleurs salaires, et en particulier de chercher à les attacher grâce aux « stock options » (Microsoft a ainsi réussi à étendre la « carrière » moyenne d'un développeur dans l'entreprise de 6 mois à ... deux ans !) Cette rémunération sous forme d'actions de l'entreprise les rend un peu propriétaires, mais aussi un peu serfs, car ils doivent vendre leurs participations

²⁹ Voir, Gorz, *L'Immatériel*, pour un survol du monde artificiel de cauchemar dont rêvent une partie influente de la communauté scientifique.

³⁰ *Hommes en Armes et Femmes « de Service »*, Jules Falquet, Cahiers du Genre 40

³¹ Y. Mullier Boutang, *L'Abeille et l'économiste*, Carnets Nord, 2010

s'ils quittent l'entreprise. C'est une nouvelle classe (« the créative class ») constituant de 5 à 10% de la population.³²

Plus généralement, la capacité de travailler en projet et en équipe, le relationnel, le « care », sont valorisés dans tous les services du tertiaire. Mais, paradoxalement, en même temps la rationalisation capitaliste menace les collectifs de travail et les relations humaines normales avec une hiérarchie maniaque, le stress de la performance, l'harcèlement par la précarisation, la rétribution au rendement, l'obligation de produire vite et donc mal, etc. *Ce sont les « herbicides » du capitalisme qui tuent ses « abeilles ». Le capitalisme cognitif ignore et sabote ses vraies sources de richesse en les pillant.*

Gorz pointe d'autres incompatibilités entre le fonctionnement capitaliste et cette nouvelle économie, où la connaissance joue un rôle central. *Pour en tirer des rentes, le capital immatériel s'acharne à imposer la propriété intellectuelle, les brevets et les marques. Il tente ainsi de s'approprier les savoirs de l'humanité, l'espace public et l'imaginaire social, mais les connaissances ont par nature tendance à se répandre et se partager.* En effet, elles peuvent être chères à développer, mais les reproduire et les partager ne coûte presque rien. Des résistances fortes à leur marchandisation se développent, depuis le monde paysan et indigène (luttés sur les semences, les connaissances traditionnelles. etc.) jusque sur Internet. Dans ce sphère, des phénomènes comme le partage d'oeuvres « peer to peer », wikipédia et tout l'univers des logiciels libres tendent à échapper à un contrôle, qui va à l'encontre des possibilités inhérentes du réseau. Le développement du « gratuit », associé à la publicité ou à d'autres produits payants (l'incroyable univers Google, par ex.), est une adaptation intelligente du capital à ce rapport de force. Gorz³³ voit dans tous ces phénomènes une adaptation, mais aussi une faiblesse intrinsèque du capital par rapport à la nouvelle « économie de la connaissance ».

La décadence du capital est une chance pour nous ! Jamais la base sociale du capital n'a été aussi étroite, sa légitimité si douteuse, l'internationalisme à la base si facile. *Il ne manque que la prise de conscience générale qu'une alternative est possible. Et de s'organiser en conséquence.*

Et parfois les idées vont vite ! Qui prévoyait l'écroulement de l'URSS cinq ans auparavant ? Subitement, des complices qui s'ignoraient se sont retrouvés à tous les étages de l'édifice... Mais l'exemple est aussi effrayant : car ce qui a suivi le « socialisme réel » est encore plus violent et barbare que celui-ci. Les gens se sont mobilisés pas dizaines de milliers pour faire tomber le système, mais pour se faire immédiatement imposer un autre. Il est donc essentiel que la gauche propose des perspectives alternatives qui constituent une véritable rupture avec le capitalisme. Pour le moment, ce sont surtout les mouvements d'extrême droite qui profitent de l'amertume et la peur ambiante.

IV. Perspectives sur d'autres sociétés possibles et nécessaires : cinq principes

Il faut donc que nos sociétés prennent conscience *qu'elles ne pourront survivre et se guérir que si elles se libèrent du parasite, du camisole de force capitaliste* et revenir au cercle normal de production et distribution ébauché ci-dessus: travail => salaires et échanges => besoins signalés => travail.

Depuis la faillite des expériences du « socialisme réel », la gauche ne propose plus d'alternative crédible au capitalisme. Pour beaucoup « il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme ». Mais sans l'imaginer – même approximativement – sans aller au delà de la critique et sans se dégager des évidences apparentes du statu quo, nous n'y arriverons pas. Il est donc urgent de recommencer à débattre (sans évidemment vouloir définir un modèle unique et prédéfini) des caractéristiques souhaitables et possibles des sociétés post-capitalistes, en réfléchissant à partir du travail. Quelques propositions pour lancer le débat :

³² Aspects positifs pour le pouvoir, ces travailleurs, joints au 30 à 50% de la population qui boursicotent, sont un facteur important de stabilisation politique du régime. En même temps, puisque les stock options sont considérées comme un investissement de capital et pas un coût (comme le salaire), ils matérialisent dans les comptes de l'entreprise (avec le « goodwill », c'est à dire sa réputation commerciale, de ses marques, de ses brevets prometteurs, etc.) la valeur du capital cognitif, immatériel dont elle dispose. Cette valeur comptable virtuelle lui donne notamment accès à des crédits bancaires. Par contre, l'inclusion de ces « avoirs » dans le capital rend encore plus instable toute la mécanique financière déjà très virtuelle. Imaginez, par ex., la solidité du « goodwill » de l'UBS, ces derniers temps !

³³ A. Gorz, *L'Immatériel*, 2003, et « Economie de la connaissance, exploitation des savoirs », Revue Multitudes 15, 2004.

1.- La coopération et l'équité plutôt que la concurrence et l'inégalité

Nous avons commencé ce texte en soulignant qu'objectivement la production se fait déjà par la coopération. ChacunE produit forcément pour les autres et ne consomme qu'exceptionnellement ses propres productions. La productivité de chacunE ne dépend que très peu de lui et énormément des moyens et savoirs qui sont l'héritage commun de tous les êtres humains. Si c'est le cas, très évidemment les fruits de cette production collective devraient être partagés équitablement. *Et si tous les types de travaux sont nécessaires au résultat d'ensemble, ils se valent tous.* Ils devraient donc tous être payés la même chose, quitte à pondérer ce principe de manière à assurer que toutes les tâches trouvent spontanément preneur.³⁴ La situation actuelle, qui rétribue le plus les travaux les plus intéressants et prestigieux, et le moins les travaux les plus ingrats, est un comble d'injustice. (Les formations professionnelles devraient évidemment aussi être reconnues comme des travaux préparatoires nécessaires à la productivité sociale. Les personnes en formation devraient donc être salariées, ce qui éliminerait cette justification de l'inégalité salariale.)

Le bien commun qu'est notre capacité de produire en coopération, pourrait être organisé de manière démocratique pour répondre aux besoins collectifs et individuels.

Il existe déjà une telle production collective de biens communs, sans inégalités hiérarchiques et n'ayant pas pour but le profit capitaliste : le développement, à la barbe de Microsoft, de tout l'univers des logiciels libres (Linux, etc.). Celui-ci a spectaculairement démontré que les travailleurs de l'informatique, « aristocratie ouvrière » de ce siècle, sont capables de se passer de – et de surpasser – l'organisation capitaliste du travail. Le secret de cette échappée ? Surtout le fait qu'ils disposent facilement des moyens de production nécessaires pour travailler (un PC et une connection Internet leur suffit). Cette une illustration frappante autant de l'importance première du travail en coopération, que du rôle de verrou joué par le contrôle capitaliste sur les crédits donnant accès aux moyens de production.

Cette pratique sociale de la production des logiciels libres a déjà donné lieu à des propositions des plus intéressantes sur comment toute la société pourrait être organisée sur les mêmes principes. Un résumé en français du livre *From Exchange to Contributions: Generalizing Peer Production into the Physical World*, de Christian Siefkes, se trouve dans l'Annexe A.

2.- Une direction des travaux rendue aux collectifs de travail eux-mêmes

Les hiérarchies du travail actuelles, avec leur violence et leur coût énormes, n'ont de sens que dans un travail exploité et aliéné, afin de discipliner, contrôler et imposer l'exploitation de collectifs de travail qui ne se soumettraient pas longtemps sans elles. S'il s'agissait seulement d'organiser et coordonner la production, ce sont les collectifs eux-mêmes qui connaissent le mieux leur travail et qui tiennent le plus à sa qualité. Le « refus du travail » est en réalité un refus du travail exploité, aliéné, asservi. Comme on disait dans les pays du « socialisme réel » (du capitalisme d'Etat) : « Ils font semblant de nous payer. Nous faisons semblant de travailler ! » Sinon, la reconnaissance par les pairs de ses capacités, de son apport à la collectivité, ainsi que le pur plaisir de faire, font du travail – s'il peut être réalisé dans des conditions correctes – une des principales joies de l'existence. D'innombrables expériences collectives et individuelles³⁵, les observations de spécialistes du travail comme Christophe Dejours, ou encore la simple observation de l'activité libre d'enfants ou d'adultes en apportent la preuve.

D'ailleurs, au besoin, c'est aussi les membres du collectif qui seraient les mieux placés pour relever les éventuels manquements au travail d'un collègue. Sous le capitalisme, ils n'y ont aucun intérêt, puisque en achetant leur force de travail on les a privés du droit de bénéficier de l'efficacité du collectif ! D'ailleurs, aujourd'hui la critique d'un collègue est forcément déloyale dans la mesure où elle met la personne à la

³⁴ Voir à ce sujet, Annexe A. L'idée ingénieuse proposée dans *From Exchange to Contributions: Generalizing Peer Production into the Physical World* de Christian Siefkes., En principe, toute personne en mesure de travailler devrait contribuer un nombre égal d'heures de travail, payées la même chose, en choisissant une des tâches considérées nécessaires par la collectivité. Cependant, le salaire horaire des tâches ne trouvant pas de preneur augmenterait jusqu'à ce que celles-ci soit assumées par quelqu'un. Un tel système pourrait aboutir à un salaire un peu plus élevé que la moyenne pour des éboueurs, mais peut-être aussi pour des professions de pointe très exigeantes. Ce système permettrait que chacunE choisisse librement son travail, que toutes les tâches nécessaires soient assumées et qu'il y ait une certaine équité de traitement. On pourrait en effet admettre que celui qui se dévoue à une tâche impopulaire ou difficile, puisse gagner sa vie en y consacrant moins d'heures.

³⁵ Voir par exemple les réalisations remarquables des territoires sous contrôle anarchiste pendant la guerre civile, dans *L'Espagne Libertaire '36-'39*, de Gaston Leval.

merci de la hiérarchie, voire l'expose au licenciement. Parallèlement, les nouvelles formes d'organisation du travail ont cassé les collectifs de travail, ainsi que la possibilité et motivation de faire du bon travail. D'où la nécessité de ce contrôle de plus en plus envahissant, qui devient aujourd'hui lui-même une source d'inefficience majeure !³⁶

Par ailleurs, sans être, comme aujourd'hui, sous le couperet d'une exigence capitaliste de profits (10% est la norme minimale aujourd'hui) et d'une compétition systématiquement exacerbée par le chantage au chômage, des collectifs ou coopératives post-capitalistes devraient néanmoins assurer une certaine efficience. En effet, (à la différence de la situation sous le « socialisme ») leurs productions se vendraient sur un marché, mais un marché sans capitalisme, puisque le marché des capitaux et celui du travail seraient supprimés.

3.- Une production radicalement relocalisée et décentralisée.

La centralisation actuelle de la production obéit surtout aux intérêts de la monopolisation, de la concentration de pouvoir et de richesse, ainsi qu'à la volonté d'exploiter la main d'œuvre la meilleur marché, tout en vendant dans les pays les plus riches. Elle est assurée par des moyens artificiels, tels que la monopolisation des moyens de production, des marchés et du crédit, ainsi que celle du savoir, au moyen d'un régime draconien de brevets. Par contre, elle n'a souvent plus de justification objective. En effet, la diffusion mondiale des savoir-faire, les machines-outils numériques et l'ordinateur ont largement relativisé les économies d'échelle des grandes usines d'antan. Avec la fin du pétrole et donc des transports bon marché, les capitalistes eux-mêmes songent à relocaliser et l'écologie l'exige. Ici aussi, il faudrait respecter le principe de la subsidiarité.

La revendication de la souveraineté alimentaire (qui implique une large part de relocalisation), par exemple, est une option qui s'impose de plus en plus. Malgré les distortions introduites par l'économie capitaliste, les données de la FAO (Organisation pour l'Agriculture et la nourriture de l'ONU) prouvent que la polyculture paysanne est plus productive par hectare que l'agriculture industrialisée. L'agriculture de proximité se révèle de meilleure qualité et souvent aussi bon marché que la malbouffe lourdement organisée par les transnationales et la grande distribution. Et quand on a compris les avantages de la proximité et la souveraineté pour l'alimentation, pourquoi ne pas y penser pour d'autres besoins essentiels ? Et encore plus pour ce qui est non-essentiel (mais souhaitable !).

La relocalisation serait le meilleur garant de souveraineté ainsi que de justice – autant sociale qu'environnementale. Des productions plus locales seraient bien plus faciles à contrôler au moyen d'une démocratie plus directe et locale. Il est infiniment plus facile d'ignorer - ou de se sentir impuissant - par rapport à ce qui se passe en Chine que par rapport à ce qui se passe dans sa région. Si chacunE pouvait dire aux pollueurs et aux exploiters le fameux NIMBY (Not In My Back Yard ! = Pas de ça chez nous !), le monde entier serait plus propre et plus juste. Ce n'est pas un hasard si (comme Braudel a pu le montrer) le capitalisme a pris le pouvoir sur la société à travers le commerce au loin. Keynes lui-même disait que les hommes et les idées devaient voyager, les marchandises et l'argent rester autant que possible chez eux ! Et si chaque collectivité produisait généralement ce qu'il lui faut pour subvenir à ses propres besoins, on en finirait automatiquement avec les migrations forcées de main d'œuvre et avec les injustices que celles-ci alimentent.

4.- Une demande solvable qui pourrait diriger la production

Une demande devenue entièrement solvable des travailleurs suffirait, comme on a déjà vu, pour diriger la production. En effet, si les salaires (ainsi que les retraites, etc.) n'étaient pas tronqués par l'exploitation capitaliste, la manière dont ils seraient dépensés sur les marchés suffirait pour indiquer les besoins courants et pour financer les investissements nécessaires. De tels salaires et de tels marchés – débarrassés de leurs perversions capitalistes – pourraient être des instruments équitables et efficaces pour

³⁶ Il y aurait beaucoup à dire sur l'inefficience grandissante du capitalisme décadent, sous l'effet de cette véritable folie du contrôle : Comment on détruit les collectifs de travail, avec leur savoir et créativité, dont le but de les soumettre et leur retirer un profit maximal (Dejours). Comment, par exemple, on doit perdre de plus de temps à justifier de son emploi du temps (souvent à la minute près), ou à contrôler celui d'un autre, plutôt que de pouvoir faire le travail ! Comment, cette logique du privé s'étendant au « management » du public, on péjore les soins de santé, par exemple, pour rendre ce secteur plus « efficace ». Comment aussi la recherche scientifique devient progressivement plus stérile, à force d'être orientée par les subventions des entreprises privées et encadrée par des démarches bureaucratiques et des critères de « productivité » absurdes (nombre de publications ou de références) - voire contre-productives - mais permettant un contrôle hiérarchique. Une nouvelle scolastique en devenir ?

organiser la coopération sociale courante. Il s'agirait d'une production et d'un échange généralisé du travail de chacunE en fonction de ce qui serait considéré nécessaire et utile, et non en fonction de sa « rentabilité ». Au niveau des besoins individuels, les gens savent bien ce qu'il leur faut. Nul besoin, ni des manipulations des parasites ruineux de la finance et de la publicité, ni d'une planification étatique.

5.- Le contrôle sur le crédit rendu aux collectivités

Le capital et ses rentes parasitaires sont évidemment à abolir. Ils sont le nœud du problème. Aujourd'hui on croit le capital nécessaire, parce qu'on le confond avec la fonction de source de crédit dont il s'est emparé, fonction qu'il remplit si malhonnêtement et si mal.

Le crédit lui-même serait en grande partie inutile, comme on a vu, puisque des salaires non-soumis à l'exploitation capitaliste suffiraient pour diriger et financer la production courante, particulièrement dans une société plus stable, qui ne serait pas continuellement forcée à la croissance par la nécessité de réinvestir capital et profits dans une production plus étendue.

Il subsisterait par contre le problème des innovations ou projets (une nouvelle ligne de train, par ex.) nécessitant des travaux de longue durée avant de pouvoir répondre aux besoins des autres salariés - et donc de pouvoir être financées directement par la consommation de ceux-ci. Pour de tels projets, des collectivités (pas forcément l'Etat) pourraient décider et assumer démocratiquement la fonction de mise à disposition de crédit – *ou, mieux dit, de mise en œuvre de travail* - remplie que les entrepreneurs et banquiers capitalistes ont détourné à leur profit.

En effet, qu'est-ce au fond que le crédit ? C'est la décision de « faire crédit » à un projet, d'autoriser qu'une certaine quantité de travail (ou de richesse, puisque nous avons vu que travail = richesse) soit utilisé dans tel ou tel projet³⁷. C'est l'équivalent de la « minga », des travaux collectifs décidés dans les communautés paysannes et indigènes. De telles décisions impliquent que la communauté va subvenir aux besoins de ceux qui réalisent le projet, par exemple en leur apportant de la nourriture ou en cultivant leurs champs à leur place.

Comment se représenter cette même fonction dans une société plus complexe ? Comme nous avons vu au départ (p. 3), la division du travail fait que nos sociétés sont objectivement basées sur la coopération, puisque pour subvenir à ses besoins chacune travaille pour les autres. Imaginons que cette coopération, au lieu d'être dirigée et exploitée par les besoins du capital, soit autogérée ! Dans une petite entreprise autogérée, les travailleuses peuvent se réunir pour organiser le travail. Si elles constatent qu'il reste une capacité de travail disponible, quand toutes les tâches nécessaires sont prévues, il peut y avoir une répartition immédiate de ce surplus social. Elles peuvent alors décider soit de l'utiliser pour préparer une nouvelle production, agrandir l'usine, etc., soit de partir toutes à la pêche un peu plus tôt. Au niveau de toute une société le principe serait le même, sauf que la décision ne pourrait pas se prendre informellement dans une réunion. Ce serait toujours le travail qui se mettrait en œuvre lui-même, par une décision collective, sans l'entremise d'un capital.

Quelle forme économique prendrait cette décision ? Elle pourrait prendre une forme écrite, par exemple un billet indiquant « à qui de droit » que le travail entrepris correspond à un projet avalisé par le collectif, et qu'il faut donc mettre à disposition des travailleuses les moyens nécessaires : salaires, matériel, etc. Ces billets auraient la même fonction que les « billets verts » ou les crédits bancaires actuels, mais il faudrait peut-être les appeler des « crédits-travail », pour bien souligner qu'il s'agit réellement d'une décision concernant la répartition sociale du travail disponible, et non d'une mystérieuse « richesse » accumulée, fétiche qui aurait le pouvoir magique de « créer du travail » ou « relancer l'économie » !³⁸

D'ailleurs, aujourd'hui déjà un crédit bancaire, n'est au fond rien d'autre, sauf que cette fonction de décision, d'autorisation des travaux, est entre les mains de banquiers et de financiers privés, qui prennent

³⁷ On conçoit souvent le crédit comme une *anticipation* de travaux/richesses futurs, plutôt que comme une autorisation. C'est sans doute le point de vue du financier, qui doit anticiper la réalisation d'un profit. Mais en réalité le travail (richesse) mis en mouvement est immédiatement là, à pied d'œuvre, la pelle à la main ! Il s'agit seulement d'autoriser qu'il se manifeste en reconnaissant l'utilité du travail proposé, et donc que ceux qui l'effectuent y gagnent le droit de subvenir à leurs besoins.

³⁸ L'exemple de la corvée pratiquée sous l'ancien régime, chez les Incas, etc., peut aussi éclairer la nature du surplus social et du crédit. Pour réaliser les grands travaux de l'époque – routes, digues, canaux, etc. – le pouvoir imposait simplement aux paysans de la région d'y travailler un certain nombre de jours. Il y avait effectivement un petit surplus social disponible, puisque les paysans pouvaient généralement délaissé leur champs quelques jours sans mourir de faim. Dans cet exemple aussi, on voit que l'affectation du surplus social est fondamentalement une décision sociale concernant le travail immédiatement disponible, qui ne nécessite pas un « capital » ou une richesse accumulée.

leurs décisions en fonction de leur profit personnel au lieu de l'intérêt collectif. Déjà aujourd'hui, cette décision n'a en réalité pas grand chose à voir avec une « richesse » ou capital qu'il faudrait avoir en stock, puisque les banques offrent normalement des crédits qui correspondent à dix fois ce qu'elles ont en dépôt (voire quelques trillions de plus !) C'est pour l'essentiel une création virtuelle, une pure décision de la part du banquier. Une collectivité pourrait en faire de même, mais en fonction de critères plus sociaux.

Même sous le capitalisme, notre système vénal et catastrophique de crédit n'est pas le seul possible. On relève, par exemple, que la France de l'après-guerre s'est reconstruite grâce à un système de crédit essentiellement public. L'Etat collectait de l'argent auprès d'institutions publiques (Poste, Caisse des dépôts), puis l'allouait en fonction des priorités du Plan. La Bourse ne jouait qu'un rôle marginal : en 1961 encore, la part des investissements financés par les marchés était encore trois fois moindre qu'en 1913 !

D'ailleurs, nous voyons bien aujourd'hui que la création de crédit est en dernière analyse une fonction politique, relevant de la collectivité, puisque ce sont les Etats qui renflouent les banques par centaines de milliards ! La Banque Nationale Suisse s'est même permis de mettre 36 milliards à leur disposition contre un intérêt de ... 0,01% !³⁹ Alors tant qu'à faire, pourquoi ne pas mettre quelques milliards de capitaux à disposition de l'AVS au même taux ? Pourquoi ne pas financer la transformation radicale de notre approvisionnement en énergie ou de notre système de transports avec des crédits semblables ? Pourquoi ne pas acquitter une part de notre dette immense auprès du Sud en y finançant la lutte contre le changement climatique – et en relançant du même coup l'économie mondiale réelle dans une direction utile ? Tout simplement parce que ceux qui décident n'y auraient pas intérêt (en tout cas pas aux taux de 10 à 20 % qu'ils exigent).

Le « crédit » devrait être une prérogative des collectivités, qui décideraient de l'affectation du surplus social, du travail disponible, démocratiquement et en fonction de l'utilité sociale du projet⁴⁰ – et non pas en fonction d'un profit capitaliste à réaliser. Une telle revendication serait essentielle, autant pour diriger les luttes immédiates sur les réponses à la crise que pour concevoir des sociétés post-capitalistes. De telles décisions collectives devraient pouvoir se prendre à de multiples niveaux, en respectant le principe de la subsidiarité⁴¹.

- Utopique ?

De tels principes peuvent paraître « idéalistes », mais sans *idées* on ne pourra rien changer ! Ils ne sont pas idéalistes dans le sens où ils ne présupposent pas des humains « meilleurs » ou un « homme nouveau », mais seulement qu'on arrête de mettre les bâtons dans les roues au travail. D'ailleurs, certaines de ces idées se diffusent et sont même déjà largement mises en pratique dans la réalité.

Une société organisée selon ces principes serait surtout plus juste et heureuse, mais il est facile à voir qu'elle ferait aussi *des économies gigantesques* : celles de tous les secteurs parasites de la finance et de la Bourse, de la publicité, des salaires et revenus indécents des « managers » et du reste de la hiérarchie de contrôle, des produits de luxe, des transports idiots, des coûts sociaux et de santé induits par l'exploitation, des dépenses militaires et autres produits nocifs qui n'existent que pour maximiser le profit capitaliste. De quoi vivre bien plus heureux en travaillant bien moins !

V. Comment nos luttes sectorielles et locales (même défensives et perdantes) peuvent utiliser la « boussole » de telles perspectives de changements radicales

C'est la partie la plus délicate ! Car, il ne faut pas se mettre (comme une si grande partie de la gauche) à proposer des remèdes pour un capitalisme malade, mais il ne suffit pas non plus de démontrer que nous devons en finir avec lui et de proposer des alternatives pour « après ».

³⁹ Du coup, on peut aussi constater que la pratique opposée habituelle, par laquelle l'Etat finance ses activités en s'endettant et en payant des intérêts aux banques, est un cadeau totalement absurde et inique de l'Etat bourgeois aux capitalistes.

⁴⁰ Un tel critère qualitatif n'empêcherait pas de tenir compte de l'efficacité (« rentabilité ») relative de productions dans le même champ. Par contre, la rentabilité capitaliste abstraite et générale en fonction du profit, qui trouve, par exemple, plus rentable les armes que le blé ou le logement, serait une monstruosité du passé.

⁴¹ Le principe de subsidiarité est une maxime politique et sociale selon laquelle la responsabilité d'une action publique doit être allouée à la plus petite entité capable de résoudre le problème d'elle-même. C'est donc le souci de veiller à ne pas faire à un niveau plus élevé ce qui peut l'être avec plus d'efficacité à une échelle plus faible, c'est-à-dire la recherche du niveau pertinent d'action publique.

Il faut lutter aujourd'hui pour des objectifs limités (et dans ce sens « réformistes »), mais qui vont dans la bonne direction, et qui s'inspirent très explicitement de perspectives et valeurs « post-capitalistes ». De cette manière les mouvements pourront répondre à leurs besoins immédiats, tout en stimulant un débat public large et lié à des pratiques, sur l'économie et la société auxquelles nous voulons aboutir. Ainsi, la pratique immédiate pourra informer l'utopie et vice-versa. Des exemples :

Le crédit - Le monde entier s'est trouvé d'abord muet de surprise et d'indignation devant la facilité avec laquelle les Etats ont trouvé des trillions pour sauver les banques, alors que pour le social, la famine, etc., les caisses sont toujours « vides ». Mais quels discours et propositions entend-on depuis ? Les médias fixent volontiers l'attention sur les scandales annexes comme les primes et parachutes dorés. Des « experts », même soi-disant de gauche, trouvent nécessaire de renflouer les banques « pour éviter le pire », et ne demandent en retour qu'une réglementation plus sévère de la spéculation, des intérêts versés à l'Etat, voire la Taxe Tobin. Sont déjà plus rares ceux qui se demandent pourquoi l'Etat devrait prendre en charge toutes les dettes pourries en laissant les bonnes aux banquiers privés. Ou ceux comme Stiglitz qui (sans pour autant mettre en question le capitalisme) se demandent pourquoi les banques de fait nationalisées devraient « évidemment » être re-privatisées aussitôt remises à flot.

L'analyse esquissée dans ce texte amène plutôt à dire :

- que la catastrophe économique actuelle découle des caractéristiques fondamentales du système.
- que renflouer les banques n'a fait que ressusciter la bulle des vampires, sans pour autant relancer la demande et l'économie.

- que des sommes moindres mises directement à disposition (à zéro pour cent d'intérêt !) des demandes sociales urgentes (le climat, la famine, etc.) auraient relancé immédiatement une production sociale utile au niveau mondial. *Cependant, dans cette perspective, il ne s'agirait pas d'une relance « keynésienne » du système, mais au contraire d'une rupture historique* : le crédit massivement mis en œuvre non pas en vue de réaliser un profit capitaliste, mais pour répondre aux besoins sociaux, le travail directement mis en œuvre pour réaliser le bien commun.

- que la société devrait sauter sur l'occasion pour reprendre définitivement son contrôle sur le crédit, premier pas essentiel vers la sortie du capitalisme.

La déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum Social Mondial de Belem est allée dans ce sens en appelant à entamer « la construction d'une alternative radicale qui en finisse avec le système capitaliste et la domination patriarcale. Il est nécessaire de construire une société basée sur la satisfaction des besoins sociaux... », notamment par « la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle social du secteur bancaire ». Si une telle revendication est encore difficile à réaliser, il est important qu'elle s'exprime clairement.

Le revenu minimum inconditionnel - Pour Gorz, comme Marx le prédisait, la principale source de richesse aujourd'hui est la connaissance, le niveau général de la science et technologie. Il cite, pour preuve, des responsables patronaux : « La valeur trouve aujourd'hui sa source dans l'intelligence et l'imagination. Le savoir de l'individu compte plus que le temps de la machine », ou encore « les collaborateurs font partie du capital... ». L'organisation capitaliste du travail capte l'intelligence collective pour en tirer une rente. Mais la connaissance est le bien commun par excellence. Nous avons déjà relevé que pour la faire fonctionner comme un capital, le système doit recourir au monopole, aux brevets, créer la mystification des marques, du *logo*.

Le capitalisme, basé sur le monopole des moyens matériels de production, serait tendanciellement dépassé quand la source de richesse est de plus en plus dans l'intelligence collective. Cela appellerait un mode de coopération sociale auto-organisée, susceptible de déboucher tôt ou tard sur l'émancipation individuelle et collective des travailleurs. La « sortie par le haut » du capitalisme cognitif, se ferait en *re-définissant le travail productif (seul toléré) comme celui productif de valeurs d'usages biocompatibles, c'est à dire compatibles avec la biosphère et le bien commun*. Il faudrait sortir du capitalisme, mais pas du marché, car sinon on tomberait dans les mains de l'Etat, qui serait un accumulateur de capital encore plus dangereux que le capital privé. Il serait surtout accumulateur de pouvoir, la tendance fondamentale des grandes bureaucraties, publiques ou privées.

La « pollinisation » serait la véritable source de richesses. Cette idée est proche de celle qui dit que la richesse est le travail en coopération, mais elle élargit la notion de travail pour inclure toutes sortes d'interactions et réseaux. Par exemple, les richesses artistiques, culturelles, de la mode, etc., sont souvent créées dans des espaces « alternatives », où elles sont appropriées par les espions des entreprises commerciales. L'exemple le plus extrême est Google, dont la masse sans précédent d'informations et de réseaux (ensuite vendues aux entreprises) est en réalité en grande partie produite par les liens qu'établissent les « clicks » de millions d'utilisateurs.

Du fait que cette « pollinisation » est la source de richesse, Mullier tire une justification d'un revenu minimum d'existence, qui ainsi ne serait pas un revenu de redistribution « sociale », mais le salaire de cette activité productive généralisée. Il fait valoir par ailleurs que ce genre de revenu existe déjà sous différentes formes : pour les artistes et scientifiques, par ex., et dans une certaine mesure pour les fonctionnaires, qui ne sont pas payés en fonction d'une production spécifique. (On pourrait ajouter à cette liste les assistés et les retraités, qui ont aussi leurs activités de « pollinisation » souvent fort productifs pour la société.) Les services publics eux-mêmes sont un investissement dans la « qualité de la population » (santé, éducation, communication, etc) compris comme étant la base de la productivité. Gorz, au contraire, veut s'assurer que ce revenu soustraie « la vie à la mise au travail total ». Il insiste donc que le revenu inconditionnel doit n'exiger et ne rémunérer rien.

Le revenu *minimum* serait ainsi un compromis entre l'idée que tout le monde doit choisir une activité, une « contribution » sociale pour mériter sa part, et celle qui postule que cette contrainte ne serait pas nécessaire, puisque on constate – malgré tout dans l'organisation du travail actuel qui tend à désocialiser et démotiver les gens – que pratiquement tout le monde qui le peut *veut* participer, être reconnu, se réaliser, etc.⁴². Il serait un peu l'équivalent du pain et de l'huile gratuits dans les villages anarchistes pendant la guerre civile espagnole.

L'idée d'un revenu minimum apparaît et disparaît comme un serpent de mer (il a été déjà proposé il y a un demi-siècle, sous le président Johnson !) dans l'histoire du capitalisme décadent. La société semble ainsi hésiter entre son évolution naturelle vers autre chose, et la contre-révolution néolibérale⁴³.

Le logement - Aux Etats-Unis on commence à organiser la résistance aux expulsions des maisons. Il serait fondamental que cette lutte fasse aussi comprendre que les habitantEs expulséEs ne « doivent » absolument rien aux banques. Et qu'elle puisse déboucher sur des conquêtes durables, notamment la provision de crédits publics pour sortir du marché et des exigences de rentabilité capitaliste les besoins de base tels que le logement. A Genève, l'Assemblée des Mal-logés a tenté de proposer une perspective semblable, en refusant que tout notre territoire – et donc nos existences – soient restructurés en fonction de la captation maximale de profit.

L'agriculture - De même, les luttes pour la souveraineté alimentaire et une agriculture de proximité menées par les paysans de Uniterre rejoignent les perspectives évoquées de relocalisation radicale et d'une économie remise au service des besoins sociaux et environnementaux.

⁴² Voir les multiples témoignages sur le travail, ou encore de personnes obligées d'accepter une assurance invalidité, : vidéo, *Punir les Malades !*, www.fsl-geneve.org.

⁴³ Malgré ces aspects très intéressants, le concept de « l'immatériel », développé par Mullier et Gorz, nous semble une idée un peu fourre-tout. D'une part, ils citent les travaux des ergonomistes pour relever que la numérisation, l'automatisation, comme les autres formes d'expropriation et contrôle du savoir ouvrier, ne peuvent jamais tout s'approprier. Il reste toujours un travail intelligent à faire pour adapter le travail au contexte particulier. Ce travail intelligent serait un exemple de travail immatériel. Oui, mais ce noyau de travail intelligent, vivant, n'a absolument rien de nouveau. Il s'est toujours trouvé partout, et il était même peut-être plus répandu avant la mécanisation et la numérisation que maintenant !

D'autres exemples de « l'immatériel » proposés sont d'une autre nature. On relève que dans la tendance vers le « leasing », ce n'est plus la voiture, par exemple, qui a de la valeur, mais le service de mobilité ; que - la production matérielle étant largement sous-traitée - les constructeurs d'autos ou les supermarchés Carrefour font plus de bénéfices avec leurs opérations de crédit qu'avec leurs ventes ; que le noyau et centre de profits des transnationales est souvent aujourd'hui dans la conception et les opérations financières. Mais en soi, cela ne change rien à la matérialité de la production d'ensemble. Dans ces exemples, il nous semble que c'est plus *le point d'extraction du plus value* qui a changé, que la production en soi. Ici, « l'immatériel » n'est qu'un aspect de la financiarisation. Il ne doit pas faire oublier que la production capitaliste, notamment au niveau mondial reste très matérielle ! Il s'agirait souvent en réalité d'un nouvel avatar de l'exploitation coloniale. On délocalise vers le Sud la production matérielle - finalement essentielle – dans des conditions de surexploitation extrême. Au Nord, le travail immatériel, dont une grande partie assez inessentielle, voire franchement néfaste : design de mode, publicité, gestion financière, etc. Gorz cite lui-même l'exemple de Nike, qui n'emploie directement qu'un petit nombre de travailleurs de l'immatériel (sans doute « performants », stressés et relativement très bien payés) à la « conception » de ses godasses oniriques, et en retire \$4 milliards de bénéfices par an. Mais cela seulement grâce au fait qu'un rapport néocolonial lui permet de dicter ses conditions à ses entreprises vassales en Asie (et aux quasi-esclaves de celles-ci). Impossible d'accepter telle quelle cette compatibilité capitaliste frêlatée. Les bénéfices de Nike (et une grande partie des salaires de ses designers !) sont en réalité volés aux travailleuses au Sud. D'ailleurs, il faut bien admettre que la grande majorité des travailleurs du Nord bénéficient encore – même si de moins en moins et à des degrés très divers – de ce « deal » basé sur le pillage et la surexploitation néocoloniale.

Le travail - La perspective d'autogestion du travail peut donner tout leur sens aux luttes – mêmes minimales - contre les hiérarchies et les nouvelles formes d'organisation du travail. Et ces luttes peuvent renouveler en retour les perspectives. En effet, les luttes qui sont menées un peu partout pour défendre l'autonomie des collectifs de travail et leur droit de faire du bon travail dans des conditions correctes, montrent que, malgré la situation apparemment désespérée, malgré le lavage de cerveau permanent orchestré au travail comme dans les médias, le capital n'a pas réussi à tout coloniser.

Notre société est profondément parasitée par le virus capitaliste, mais elle ne se réduit pas à celui-ci !

Annexes

Annexe A. - La production des pairs : de l'échange aux contributions

(Résumé de *Peer Production : from exchange to contributions*, Christian Siefke, 155 pp., disponible sur www.peereconomy.org)

Cet essai génial, par un participant des réseaux de logiciels libres, propose comment on pourrait élargir le type de coopération libre qui a créé Linux et tout l'univers des logiciels libres à toute une société. C'est une approche et un vocabulaire totalement nouveaux, dérivés de cette pratique de production coopérative. Utopie originale et intéressante, *d'autant plus crédible qu'elle n'émane pas d'un "original" isolé, mais de la pratique réelle de cette nouvelle "aristocratie ouvrière" du numérique*. Il s'agit donc plus d'une pratique d'avant-garde que d'une utopie.

Toute société complexe est basée sur la division du travail et la coopération. Siefke se pose la question si une société complexe pourrait être organisée comme est organisée la production des logiciels libres. Celle-ci est un mode de production qui diffère à la fois de l'organisation du *marché* et de celle de l'intérieur d'une *entreprise*. Le principe d'organisation du marché est l'*échange équivalente*, alors que l'entreprise (et les économies socialistes planifiées comme l'ex-URSS) dépendent sur des *hiérarchies et des planifications* pour distribuer de façon autoritaire les tâches et les ressources.

La production des pairs, par contre, est basée sur des *contributions*. Les gens contribuent à un projet parce qu'ils veulent le voir aboutir, et non pas parce qu'ils ont besoin du salaire ou pour obéir à un plan pré-établi.

Aspects de la production des pairs (Pprod) déjà pratiquée aujourd'hui

- Certains projets de pairs sur Internet requièrent des contributions pour pouvoir bénéficier des résultats (les réseaux de partage de musique, etc. « peer to peer », par ex.), *d'autres non* (logiciels libres, oeuvres en copyleft).

- La Pprod est basée sur des biens communs, autant pour les intrants que pour les produits.

- C'est une coopération qui implique des structures [hiérarchies], mais sans coercition.

Personne n'est forcée de faire quelque chose. Les décisions sont prises autant que possible par consensus. Si des contradictions insurmontables se font jour, on pratique en dernier recours le « forking » (embranchement) : le projet se fend en deux projets indépendants. Cela dit, les projets de pairs dans le monde informatique combinent des aspects « méritocratiques » et « démocratiques ». Les projets ont généralement un ou quelques « mainteners » (littéralement « entreteneurs »), souvent les initiateurs du projet, qui coordonnent le travail, décident quelles contributions accepter, etc., c'est une hiérarchie méritocratique, mais qui est contrôlée par l'attente générale que les décisions doivent être en gros acceptées par consensus et qu'au pire les gens se tirent pour faire un projet concurrent! L'auteur imagine qu'on pourrait formaliser aussi le fait que les mainteners d'un projet soient révocables par leur base. [Tout cela ressemble à l'organisation des dockers autogérés de Gènes, décrite dans un beau documentaire de Tanner. Des travailleurs libres en autogestion acceptent - mais aussi contrôlent facilement - les hiérarchies « organiques » qui se font jour naturellement au travail.]

- La « réputation » remplace le « statut ». Il n'y a pas de titres ou de rangs. Les gens sont jugés sur leurs contributions, non pas par un statut formel, revenu, âge, sexe, etc. (que souvent ils ignorent d'ailleurs, sur Internet !). La réputation est plus volatile que le statut.

- La Pprod est généreuse, mais pragmatique, selon le principe « partager ce que vous pouvez ! ». Ce qui veut dire notamment que tous les biens non-rivaux (c'est à dire, dont la multiplication n'a pas de coût – propriétés intellectuelles, notamment) sont distribués gratuitement. Pour les autres biens, on cherche des solutions équitables.

- Ce mode de production *a pu s'établir dans ce domaine informatique, du fait que les moyens de production nécessaires étaient abondants* (plus ou moins des biens communs).

Comment généraliser ce modèle à toute la société ?

Mais il s'agit actuellement de projets particuliers dans un domaine particulier. Pour l'envisager comme mode de production principal il faut imaginer :

- **Comment coordonner les motivations et buts librement choisis de producteurs avec les besoins des autres ?** Les motivations des producteurs sont définies comme le simple plaisir de *faire*, le besoin de *reconnaissance* (qu'on a fait une chose utile, belle, bien faite), et le désir de « *re-donner* » quelque chose à la communauté. [*Les mêmes motivations que on retrouve dans pratiquement tous les interviews de travailleurs.*]

- **Comment allouer les produits et ressources rares** (y compris ceux *doivent* rester rares, par ex. les voitures !) et **distribuer** équitablement la production ?

- **Comment organiser la production**, notamment **trouver des coopérateurs pour s'assurer que toutes les tâches nécessaires sont prises en main ?**

Implicitement, l'auteur semble partir de l'idée que le travail est la seule richesse, qu'il s'agit simplement de le répartir, ainsi que ses produits, de manière équitable. A dessin, il n'utilise jamais des mots comme marché, capital, crédit, salaire, Etat, etc. Il se libère ainsi des *a priori* dans lesquels ils sont englués. Il préfère décrire son utopie à partir des aspects de la production qui doivent être assurés, que nous venons de citer.

1) Comment s'assurer que toutes les tâches nécessaires sont prises en main volontairement (notamment les travaux désagréables)?

On part du principe que chacunE (sauf évidemment les enfants, les vieux, les malades, etc.) doit *contribuer un nombre d'heures équivalentes, sur un projet productif ou un autre* (la production incluant toute activité sociale jugé utile par la communauté, culture, formation, travail ménager, etc.).

Cependant, *pour assurer que les tâches moins populaires soient prises en main volontairement*, il s'agit d'un quota *d'heures pondérées par la demande existante pour la tâche en question*. S'il y a peu de preneurs on demande automatiquement moins d'heures. Trop de preneurs, on demande plus. Cela pourrait être réglé par un système « d'enchères » autorégulant (L'auteur en donne la formule très simple en annexe. Ces ajustements seraient ainsi fait automatiquement par ordinateur.) *La hausse automatique du « salaire » pour les travaux ingrats seraient en même temps une incitation pour le collectif de l'améliorer* (en l'automatisant, l'éliminant, le rendant plus agréable, etc.), *alors que dans notre économie ces emplois sans les moins bien payés, ce qui rend leur automation difficile économiquement.*

L'auteur résout ainsi de façon élégante la question souvent soulevée : faudrait-il payer plus l'éboueur ou le médecin ? Surtout, il le fait en empruntant un mécanisme d'offre et demande au monde du marché, *éliminant ainsi des décisions bureaucratiques ou de longs palabres démocratiques*, tout en assurant que le « salaire » correspond toujours très équitablement à une opinion statistiquement consensuelle sur le travail en question. *Il résout en même temps le problème des travaux désagréables et des travaux très qualifiés*, car si peu de gens en sont capables leur valeur aussi augmente et motive d'autres à se qualifier. Résultat : peut-être que l'éboueur et le médecin aurait *les deux* un nombre d'heures réduites. Joli non ? C'est ça l'esprit « généreuse mais pragmatique » de la culture des logiciels libres.

2) Comment Distribuer ?

De nouveau *généreux mais pragmatique*, [comme les communautés anars espagnols de la guerre civile] il conçoit, comme dans le monde des logiciels libres, *plusieurs types de distribution* selon le produit et en fonction des intérêts de la communauté et de l'environnement.

- Distribution *totalement libre* (pour les biens non-rivaux, intellectuels notamment, ou pour les droits sociaux de base.)

- « Flat rate » (« à go-go »), c'est à dire *à volonté contre contribution fixe*

- « Flat allocation » ou *allocation simple (tant par personne)*

- *Selon choix et efforts fournis* : pragmatique, on résout la question du « luxe » que choisit chacun, en prévoyant qu'on peut avoir certains biens (une maison plus grande par ex.) en fonction d'une contribution d'heures plus grande.

- D'autres objets forcément rares (les maisons avec vue sur la mer, par ex.), mais qui ne « valent » pas plus en termes de travail, bénéficieraient aussi d'être mis aux enchères («*enchères des*

produits » ou « pondération des préférences »), de manière à ce qu'ils soient attribués aux gens qui effectivement y tiennent le plus (puisque'ils sont d'accord d'y consacrer plus d'heures de travail). Comme pour l'allocation « par enchères » des tâches, ce système résout en même temps le problème des objets peu recherchés ou en surproduction, qui trouveraient preneur à une valeur-temps dépréciée. [Dans les deux derniers types de distribution l'auteur emprunte de nouveau à l'offre et à la demande, mais ce sont des mécanismes « de marché » bien améliorés, puis qu'ils ne s'appliquent que quand ils sont socialement pertinents - et de manière équitable.]

Notez que ce sont les coûts relatifs qui sont ainsi modifiés ! Si le coût d'un objet monte, ceux de tous les autres baissent.

Jouer ainsi avec l'offre et la demande permet à chacunE de choisir son style de consommation, comme son type et quantité de travail. Il assure en même temps une distribution équitable en fonction des efforts – eux-mêmes fonction des préférences/choix de chacun.

- On utiliserait plutôt le droit d'usage que le droit de propriété pour tous les biens qui risquent de servir successivement à plusieurs personnes (logement, par ex.). Terre et constructions faisant partie des biens communs de la communauté locale.

3) Organisation plus large de la société et de la distribution

La production est organisée de façon autonome par projets, mais la distribution aurait intérêt à être partagée entre tous les projets utilisant le même système. De cette manière, on pourrait contribuer toutes ses heures de travail sur un (ou quelques) projets tout en bénéficiant des productions de tous les projets. [L'heure de travail pondérée devient ainsi une sorte de monnaie ou équivalent universel, comme les « Ithaca hours » ou autres monnaies des SEL]

L'organisation des échanges et de la société se passerait à de multiples niveaux, ainsi que de manière horizontale [Comme chez les anars espagnols].

Organisation de la coopération par :

- projet (équivalent de l'entreprise)
 - par « meta-projets » (coordinations de projets) correspondant au quartier, la localité (notamment les services publiques), la région et des super-régions (équivalent Etats), voire le monde entier. Chacun devrait contribuer tant de ses heures pour les méta-projets territoriaux dans lesquels il est impliqué [ses « impôts »], au moins de manière comptable par le biais du réseau de distribution générale (même si de fait il ne travaille que dans un projet particulier), assurant ainsi les biens communs disponibles pour tous : santé, éducation, eau, énergie, transports, communications, etc.

- En « associations de pro-sommateurs », c'est à dire de façon horizontale entre projets similaires (branches de production). Celles-ci pourraient s'entendre sur normes de production, éviter sur ou sous-production, échanger leurs techniques, envisager de nouvelles productions en fonction de demandes exprimées, etc., car ils n'auraient aucune raison d'être dans une concurrence acharnée. (Notez que la pondération des « salaires » et celle des « prix » des produits sont dissociées. Ce sont deux enchères différentes. Donc un projet n'aurait pas intérêt à sous-produire ou monopoliser la production pour faire monter les prix, car cela n'affecterait pas leurs « salaires ».) Le système tendrait à produire en fonction de la demande, sans devoir acquérir des parts de marché, craindre pour son emploi, etc. Si les besoins sont satisfaits, on arrête de travailler. Si on a encore des besoins, on monte un nouveau projet pour le satisfaire [le travail est en nous !].

- Par rapport au sous- ou sur- production, il y aurait de toute façon aussi le mécanisme d'ajustement ou pondération des « enchères des produits » qui ajusterait la valeur en heures de travail des produits en fonction de la demande

Comment envisager les lancements de projets à long terme ou incertains (comme la recherche, par ex.) ? [L'auteur pose ainsi la question du *crédit*.]

On pourrait imaginer que ce soit un meta-projet territorial (local, régional ou plus au niveau plus large) ou une association horizontale « de branche » qui accepte d'assumer les heures de travail nécessaires pour lancer un tel projet.

Des individus pourraient aussi bénéficier par des arrangements semblables d'un « crédit » leur permettant de prendre une année sabbatique, un congé parental, etc. *L'éducation, compterait au moins en partie comme travail productif*, puisque la formation augmente d'autant la productivité de la société.

Comparaison avec l'économie de marché :

L'utilisation des « enchères » ressemblent au marché, dans le sens que *les deux systèmes se passent ainsi des longues discussions et/ou les décisions hiérarchiques qui seraient autrement nécessaires pour distribuer tâches, produits et ressources*. L'auteur cite à ce propos Oscar Wilde « Le problème avec le socialisme, c'est que ça occupe trop de soirées. », et rajoute « Le problème avec le capitalisme est que ça occupe trop de journées ! ». Mais les différences avec le marché actuel sont essentielles :

- *Différence fondamentale : l'économie des pairs réalise directement les besoins des gens : on coopère avec d'autres pour faire ce qu'on veut. Alors que le marché ne les réalise (au mieux) qu'indirectement : on produit une chose uniquement pour faire de l'argent pour acheter ce qu'on veut.* Différence fondamentale puisque dans le capitalisme l'étape intermédiaire (faire de l'argent) prend le dessus et devient le but fondamental de la production, reléguant, voire éliminant, la satisfaction des besoins des gens.

- *Dans l'économie des pairs pas besoin de vendre, donc pas de chômage.* Dans l'économie de marché il faut vendre quelque chose – généralement sa force de travail – pour avoir l'argent qui permet d'acheter. Dans la production des pairs, pas besoin de vendre. On doit investir du travail pour avoir ce qu'on veut, mais c'est simplement sa contribution à l'effort général. *S'il n'y a plus rien à faire, il n'y plus de raison de travailler ! Ainsi le terme même de chômage n'a pas de sens dans une économie des pairs.*

- *La production des pairs est impulsée pas la demande, alors que la production de marché est motivée par le profit.* Aujourd'hui, les demandes non solvables sans ignorées, alors que la pub dépense beaucoup pour essayer de créer une demande non existante chez d'autres !

Dans la Pprod la seule condition pour avoir quelque chose est d'être prêt à contribuer sa part à l'effort général. *Riche et pauvre n'aurait plus de sens. Il y aurait des gens qui auraient plus de choses ou moins, selon leurs choix, mais cela n'affecterait en rien leurs chances de satisfaire d'autres besoins à l'avenir.*

- Dans la Pprod les producteurs n'ont pas intérêt à produire des objets qui s'usent plus vite, ou qui ne sont pas réparables, etc. *Puisqu'il n'y aurait plus de nécessité de réaliser un profit, on pourrait produire uniquement en fonction des besoins et désirs des gens.*

- La concurrence serait complètement différente. *Au lieu de la concurrence pour survivre qui impose à chaque capitaliste de donner la priorité aux profits au détriment de la qualité des produits, des conditions de travail, etc., il n'y aurait qu'une concurrence relative : les gens préférant le projet qui fournit les mêmes objets en utilisant moins d'heures. Mais de mauvaises conditions de travail, par ex., ferait fuir les contributeurs et donc rendrait plus cher les produits !*

- *Des coûts généraux et sociaux énormes seraient économisés : ceux de la pub, de la finance, des bureaucraties et des surveillances diverses nécessaires pour imposer des limites aux capitalistes et aux prolétaires frustrés, des dépenses sociaux pour le chômage, etc...*

Cela, joint à l'efficacité de la Pprod coopérative ferait que *les gens devraient travailler beaucoup moins tout en ayant un contrôle énormément plus grand sur leurs vies.*

- *Le marché capitaliste est obligé de créer la rareté* (avec le copyright ou les monopoles, par ex.) parce qu'il ne fonctionne que si les biens sont rares (sinon on n'arrive pas à faire un profit suffisant). Mais la rareté n'est pas un problème pour la Pprod. *Il n'y a que deux choses qui peuvent y créer de la rareté : un manque de travail disponible ou un manque de ressources naturelles. Mais en réalité le travail n'est pas rare ! [le travail est en chacunE de nous !].*

Généralement, dans le monde des logiciels libres on a avancé trois arguments pour la Pprod :

- *Ethique* : il est absurde de fonctionner sur un mode qui empêche d'aider les autres à résoudre leurs problèmes.

- *Pragmatique* : la coopération ouverte est plus efficace que la concurrence privative.

- *De plaisir* : c'est beaucoup plus amusant de faire les choses de cette façon!

Les trois arguments seraient tout aussi valables pour une économie de Pprod généralisée.

Annexe B. - Petit bêtisier à propos des notions de profit et intérêt sur l'argent

Pour remettre le monde à l'endroit il faudra critiquer beaucoup de lieux communs, d'idées trompeuses véhiculées par le langage et l'idéologie capitaliste. Par exemple :

- Quel est le vrai « profit » d'une entreprise ?

Actuellement le profit est défini en fonction du point de vue du capitaliste. *Le profit est le bénéfice qu'il en retire, lui ! Les salaires de ses ouvriers sont donc un coût et non du profit. Mais du point de vue des travailleuses, c'est exactement le contraire !* Et comme ils sont bien plus nombreux que les capitalistes, on peut imaginer qu'une société rationnelle et sociale s'accommode très bien d'une entreprise qui ne produit peu ou pas de « profit » pour son patron, si elle produit des choses utiles et des salaires corrects.

On voit clairement le caractère tendancieux des notions de profit et de bénéfice si on pense aux « stock-options » (rétribution en actions de l'entreprise), qui constituent une partie importante du salaire des hauts cadres. *Si on les considère comme une partie de leur salaire, c'est évidemment un « coût » pour l'entreprise. Mais si on les considère sous l'angle des dividendes qu'elles paient, elles font évidemment partie du capital qui fait des bénéfices !* D'ailleurs, depuis la faillite d'Enron, en 2002, la loi américaine oblige à les considérer comme des salaires et non comme du capital... alors que les autres stocks et leurs dividendes sont toujours considérés respectivement comme capital et bénéfice ! A bien y regarder, ces distinctions sont cousues de fil blanc, ! Finalement, *les salaires sont autant un « profit » de l'entreprise que le profit capté par le capitaliste.*

- Le profit ou l'intérêt sur l'argent épargné étaient autrefois justifiés par un argument « moral ». Celui qui ne consomme pas, mais prête pour financer une activité, aurait droit à une récompense. C'est doublement absurde. D'abord, il est notoire que ce ne sont pas les riches qui renoncent à consommer ! C'est simplement qu'à partir d'un certain niveau de richesse, même les plus flambeurs des capitalistes n'arrivent pas à dépenser tout leur revenu. Par ailleurs, l'argent de celui qui consomme se retrouve encore plus rapidement en train de financer une nouvelle production que l'argent de celui qui épargne ! Et de quel droit y a-t-il des gens vivant dans le luxe parce que leurs aïeux ont accumulé (Dieu sait comment !) un capital ?

Malheureusement, les capitalistes ont assez bien brouillé les idées en faisant qu'une partie des revenus du travail (les retraites par capitalisation notamment) prennent la forme de rentes sur un capital. *Tout travail mérite salaire, mais de quel droit un bout de salaire épargné mériterait-il à son tour un salaire ?* Si on a mérité une retraite, c'est pour son travail, et non pas parce que la Bourse s'est bien tenue !! Et parce que dans toute société digne de ce nom, ceux et celles en mesure de travailler ont toujours soutenu ceux – enfants, malades, vieux - qui ne peuvent pas !

- Mais le profit n'est-il pas un garant d'une certaine efficacité ?

En achetant leur force de travail, on prive les salariés du droit de bénéficier directement de leur efficacité : par exemple, en partageant des gains de productivité sous forme de salaire ou d'une réduction de leur temps de travail. Dans cette situation, évidemment seul le capitaliste a encore « intérêt » à augmenter la rentabilité du travail ! Mais moult coopératives se passent de ce chef corrompu et des hiérarchies de surveillance coûteuses et humiliantes qui veillent sur ses intérêts ! *Si toutes les personnes coopérant au travail bénéficiaient de son efficacité, chacun y veillerait !* Ce qui est vraiment étonnant est la motivation de faire du bon travail qui subsiste *malgré* ce régime injuste et despotique.

- Mais, le profit du capitaliste n'est-il pas nécessaire pour qu'il y ait des fonds pour réinvestir dans la production ?

Nullement ! Au contraire, les salaires *redeviennent sans doute encore plus vite investissement productif*, puisque ils servent à acheter à d'autres entreprises les biens utiles aux salariés !

Alors, qui a besoin du « profit » du capitaliste (à part lui !)? Dans une société remise à l'endroit, le « profit », si le mot subsiste, changerait de sens. *Il désignerait le profit que tire la société d'une activité. C'est à dire la valeur de l'ensemble de biens utiles produits par une entreprise, laquelle serait logiquement à peu près égal au « profit » qu'en tireraient les salariés (l'ensemble des salaires nécessaires pour cette production), plus les amortissements nécessaires, les impôts et éventuels surplus.*